1 Cour pénale internationale
2 Chambre de première instance V(b) — Salle d'audience n° 1
3 Situation en République du Kenya
4 Affaire *Le Procureur c. Uhuru Muigai Kenyatta* — n° ICC-01/09-02/11
5 Juge Kuniko Ozaki, Président — Juge Robert Fremr — Juge Geoffrey Henderson
6 Conférence de mise en état
7 Mercredi 8 octobre 2014
8 (*L'audience publique est ouverte à 10 h 02*)
9 M^{me} L'HUISSIER : Veuillez vous lever.
10 L'audience de la Cour pénale internationale est ouverte.
11 Veuillez vous asseoir.
12 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Bonjour.
13 Madame la greffière d'audience, veuillez citer l'affaire, je vous prie.
14 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : Merci, Madame la Présidente.
15 La situation en République du Kenya, dans l'affaire *Le Procureur c. Uhuru Kenyatta...*
16 *Muigai Kenyatta*, ICC-01/09-02/11.
17 Nous sommes en audience publique.
18 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.
19 Et comme d'habitude, je souhaiterais que les conseils se présentent et je commencerai
20 par l'Accusation.
21 M^{me} BENSOU DA (interprétation) : Madame la Présidente, Messieurs les juges, le
22 Bureau du Procureur est représenté ce matin par James Stewart, Procureur adjoint,
23 M. Ben Gumpert, premier substitut du Procureur, Adesola Adeboyejo
24 Procureur (*phon.*), M. Sam Lowery, avocat, M. Phakiso Mochochoko, M. Hai Do Duc,
25 et je suis moi-même M^{me} Fatou Bensouda, et je suis présente aujourd'hui car, comme
26 la Chambre l'a indiqué, cette affaire se trouve à la croisée des chemins et je pense —
27 et j'ai estimé — qu'il était important que je sois présente personnellement. J'ai
28 absolument et entièrement confiance dans le premier substitut du Procureur,

1 M. Benjamin Gumpert, qui est le... l'avocat principal qui représente l'Accusation, et
2 je suis sûre que vous comprendrez aisément que je m'en remettrai à lui lorsqu'il
3 faudra répondre à des questions de détails qui seraient utiles à la Chambre. Je vous
4 remercie.

5 M^e KAY QC (interprétation) : Merci, Madame la Présidente, M^e Steven Kay *Queen's*
6 *Counsel*, accompagné de M^{me} Gillian Higgins. J'ai, avec moi, M. Desterio Oyatsi,
7 M. Ken Ogeto, puis M Kirsty Sutherland, M^{me} Katy Hovington, M. Ben Joyes, ainsi
8 que M. Thomas Obhof, qui font partie de mon équipe de la Défense, et je suis avec
9 M. Uhuru Kenyatta, qui est présent dans le prétoire, aujourd'hui.

10 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.

11 Qu'en est-il de la... du représentant légal des victimes ?

12 M^e GAYNOR (interprétation) : Je vous remercie. Fergal Gaynor, accompagné de
13 M^{me} Caroline Walter et de M^{me} Anushka Sehmi.

14 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie. Et une fois de
15 plus, pour que les interprètes et les sténotypistes puissent faire leur travail, j'aimerais
16 vous rappeler qu'il faut que vous parliez lentement et que vous marquiez un temps
17 d'arrêt de quelques secondes après chaque intervention.

18 Nous allons, aujourd'hui, siéger jusqu'à midi, et le prétoire a également été réservé,
19 cet après-midi, entre 14 h et 16 h si cela est nécessaire.

20 Pour ce qui est de la façon dont nous allons mener cette conférence de mise en état
21 aujourd'hui, la Chambre a un certain nombre de questions qu'elle souhaitera poser à
22 chacune des parties et des participants, et nous allons nous intéresser à cela lors de la
23 première partie de cette conférence de mise en état. À la suite de quoi, il y aura une
24 deuxième partie qui vous donnera la possibilité à tous de présenter des interventions
25 supplémentaires, si vous le souhaitez.

26 Alors, afin que nous... afin que vous soyez informés du temps qui vous sera imparti
27 pour ces interventions supplémentaires, un quart d'heure sera octroyé au Procureur
28 et au représentant légal des victimes. La Défense, quant à elle, se verra

1 octroyer 25 minutes afin que M. Kenyatta puisse prendre la parole et s'adresser
2 directement à la Chambre s'il le souhaite.

3 Toute intervention de la part de l'accusé devra donc être entendue dans le cadre de
4 ce temps imparti pour la présentation des arguments généraux de la Défense.

5 Si M. Kenyatta ne souhaite pas s'exprimer, et il n'est absolument pas contraint de le
6 faire, d'ailleurs, la Défense verra son temps de paroles modifié et recevra un quart
7 d'heure, à savoir 15 minutes, le même temps octroyé... qui est octroyé au Procureur
8 et au représentant légal.

9 Comme hier, j'aimerais rappeler à tous les conseils de faire preuve de concision et de
10 présenter des interventions ciblées d'être courtois à toute... pendant toute la durée
11 de cette conférence et d'attendre que la parole vous soit donnée.

12 Monsieur Kenyatta, nous remarquons que vous êtes présent aujourd'hui dans le
13 prétoire et nous vous souhaitons la bienvenue.

14 Cette audience a été convoquée afin de... d'étudier des questions essentielles et
15 fondamentales qui ont un impact direct sur vos droits en tant qu'accusé ainsi que sur
16 les intérêts des victimes et des témoins, en l'espèce.

17 Comme vous le savez, la Chambre a été saisie d'une demande émanant de
18 l'Accusation, une demande aux fins d'ajournement sine die de ce procès ainsi qu'une
19 demande de la part de la Défense, demande qui a été présentée en votre nom, une
20 demande aux fins de clôture de l'affaire.

21 Une décision qui fera droit à l'une ou à l'autre de ces demandes aura des
22 conséquences extrêmement importantes et c'est de ce fait que la Chambre a demandé
23 que vous soyez présent lors de cette audience.

24 Les questions que nous allons aborder aujourd'hui peuvent inclure des interventions
25 relatives à la pertinence potentielle de votre double statut, à savoir le fait que vous
26 êtes une personne accusée devant cette Cour ainsi que le chef d'un État, et d'un
27 gouvernement qui est partie État, État « à laquelle » la coopération a été demandée
28 par la Cour.

1 Toutefois, vous êtes présent ici, aujourd'hui, seulement en tant que personne
2 individuelle accusée.

3 Il se peut que la Chambre choisisse de vous poser des questions directement ou à
4 votre conseil en votre nom ; vous n'êtes absolument pas obligé de répondre à ces
5 questions directement, vous pouvez vous en remettre entièrement à votre conseil
6 pour qu'il réponde à ces questions.

7 Si vous choisissez de vous exprimer, de parler, il s'agit d'une conférence de mise en
8 état et vous n'avez pas prononcé de déclaration solennelle, et vos interventions
9 seront traitées en tant que telles.

10 Qui plus est, vous ne pouvez vous exprimer qu'en tant qu'accusé et vous ne pourrez
11 pas présenter des déclarations soit politiques ou alors des déclarations en votre
12 capacité officielle.

13 J'aimerais savoir si j'ai été suffisamment claire ? Est-ce que vous m'avez compris
14 M. Kenyatta ?

15 Est-ce que vous pourriez me dire... me répondre par l'affirmative ou par la négative,
16 tout simplement ?

17 M^e KAY QC (interprétation) : Madame le Président, nous en avons parlé hier soir,
18 mon client et moi-même, et je vais répondre aux questions en son nom dans ce
19 prétoire.

20 Alors, nous savions ou nous pensions que la Cour pourrait lui donner la possibilité
21 de répondre, mais nous avons pris en considération la situation et, du fait de la
22 nature de cette audience, je répondrai aux questions en son nom et il a choisi de ne
23 pas présenter de déclaration aujourd'hui.

24 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.

25 Comme je vous le disais, cette conférence de mise en état a été convoquée
26 le 19 septembre 2014.

27 L'objectif de cette conférence est de s'intéresser aux questions émanant de la
28 demande présentée par le Procureur aux fins d'un ajournement supplémentaire,

1 ainsi que les... la requête de la Défense aux fins de clôture.

2 Comme je l'ai indiqué, la Chambre a quelques questions précises à poser et
3 s'adressera, dans un premier temps, à l'Accusation.

4 Dans votre notification du 5 septembre 2014, il s'agit du dépôt d'écriture n° 944,
5 vous avez avancé deux raisons principales qui expliquent pourquoi vous ne
6 considérez pas qu'il soit justifié, ou approprié, de retirer les charges. L'une de ces
7 raisons est le fait que vous avancez, que vous alléguiez, que le gouvernement du
8 Kenya n'a pas respecté la demande de coopération, la deuxième raison étant la
9 position ou la fonction de l'accusé en tant que chef de ce gouvernement.

10 Nous remarquons également qu'hier, lors de l'audience, vous avez indiqué que vous
11 estimez que la coopération avec le gouvernement du Kenya avait abouti à une
12 impasse.

13 Est-ce que vous pourriez nous expliquer, je vous prie, quels sont les liens que vous
14 voyez, si tant est que ces liens existent, entre votre demande en application de
15 l'article 87-7 du Statut et votre demande aux fins d'un ajournement sine die ?

16 M. GUMPERT (interprétation) : Il s'agit d'un lien indirect. La demande aux fins
17 d'ajournement est une décision de fond que nous demandons à la Chambre de
18 prendre. Nous avançons que cela est justifié par les deux raisons auxquelles vous
19 avez fait référence, Madame la Présidente.

20 Nous avançons qu'il serait... qu'il ne serait pas justifié ou approprié que l'on retire
21 les charges, alors qu'il y a eu obstruction par rapport aux enquêtes que nous aurions
22 dû pouvoir diligenter, et la justice exige que nous le fassions. Il s'agit, en fait, de la
23 décision de fond que nous vous demandons de prendre indépendamment de toute...
24 de toute autre conclusion à laquelle vous aboutiriez.

25 Alors, vous avez la deuxième décision, en application de l'article 87-7, la décision de
26 non-exécution, est une décision ou conclusion que nous vous demandons de
27 prendre. Elle a des liens indirects, parce que nous avançons que s'il est exact que le
28 gouvernement du Kenya n'a pas respecté ses devoirs en application du traité et s'il

1 est exact que cette Chambre est convaincue qu'il n'y a pas d'explication, qu'il n'y a
2 pas d'excuse véritable présentée pour expliquer cet échec, alors cette Chambre doit
3 passer à la phase des sanctions, par rapport à cet échec. En fait, cela est semblable
4 aux sanctions qu'une... qu'un tribunal peut imposer lorsqu'il y a eu entrave à
5 l'administration de la justice ou lorsqu'il y a eu outrage à... au... à la Cour.

6 Ce genre de décision ou de conclusion a des liens avec la procédure, parce qu'elle
7 émane de cette procédure, mais il s'agit d'un lien indirect, il ne s'agit pas d'une phase
8 qui fait partie de la procédure, il s'agit d'une mesure disciplinaire nécessaire et juste,
9 si je peux me permettre de l'appeler comme cela, mesure disciplinaire que la Cour
10 prend pour indiquer que l'une des parties du procès, l'une des parties qui est
11 concernée par le procès, n'a pas respecté son devoir vis-à-vis de la Cour, ce qui fait
12 que la Cour prend des mesures pour sanctionner ou punir l'échec.

13 Voilà la relation qui, d'après l'Accusation, existe entre les deux ordonnances que
14 nous demandons à la Chambre de rendre.

15 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.

16 Alors, dans ce cas, et je m'adresse toujours à l'Accusation, est-il exact... ai-je raison de
17 penser que l'Accusation ne considère pas qu'une période fixe d'ajournement
18 représente une option ? Par exemple, si je fais référence à l'article 87-7, nous voyons
19 qu'il y a une possibilité, l'on peut faire droit à la demande d'ajournement en
20 attendant que l'Assemblée des États parties épuise toutes... tous les recours.

21 Alors, est-ce que... est-il exact que vous n'envisagez pas cette option ?

22 M. GUMPERT (interprétation) : Alors, souvenons-vous... souvenons-nous du
23 moment où cela a commencé. Vous aviez accordé au gouvernement du Kenya six
24 mois entiers pour qu'il respecte une demande qui avait été considérée comme tout à
25 fait appropriée et justifiée par la Cour, et cela n'a donné aucun résultat. Alors, certes,
26 nous pouvions... nous pourrions envisager une période supplémentaire de six mois,
27 mais je pense que ce serait une façon de réitérer de façon superflue ce qui est... ce qui
28 a déjà été fait par la Cour.

1 Alors, on pourrait envisager que cette date serait la date des... des prochaines
2 élections en République du Kenya. Ce pourrait... Cela pourrait être une date
3 envisageable. Je dois vous avouer que je n'ai pas véritablement réfléchi à la
4 possibilité d'envisager une date, ce qui permettrait à l'Assemblée des États parties de
5 trancher la question. Mais la seule date réaliste est la date à laquelle le gouvernement
6 du Kenya fera ce qu'il est tenu de faire en application du Statut de Rome.

7 Nous ne savons pas quelle sera cette date, c'est une façon de se livrer à des
8 conjectures que de l'envisager. Alors, nous... c'est pour cela que nous avançons qu'il
9 vaut mieux ajourner cette affaire sine die, à savoir sans pour autant donner de date
10 pour la reprise, mais nous avançons, en fait, que cela sera une façon d'indiquer de
11 façon très claire que l'ajournement se terminera lorsque le gouvernement du Kenya
12 aura respecté ce qui lui a été demandé de faire.

13 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Oui, mais vous avez indiqué,
14 lors de la conférence de mise en état hier, que même... que la perspective d'obtenir
15 des éléments de preuve suffisants, même si le gouvernement du Kenya venait à
16 coopérer entièrement, relevait de la pure spéculation.

17 Alors, est-ce que vous pourriez nous donner la juridiction ou la base juridique qui
18 étaye votre demande d'ajournement sine die ? Est-ce que vous pourriez nous
19 indiquer de façon plus précise ce qui, d'après vous, serait la base juridique pour ce
20 type d'ajournement ?

21 M. GUMPERT (interprétation) : Madame la Présidente, je ne vais pas être en mesure
22 de vous fournir ni la jurisprudence ni la référence précise du... du Statut. Je ne peux
23 pas vous dire, de façon tranchée, quels sont les pouvoirs spécifiques conférés par le
24 Statut qui donne à la Chambre la possibilité de prononcer un ajournement sine die.

25 Alors, il est indubitable que la Chambre et la Cour ont la possibilité de le faire, et si
26 nous prenons en considération l'intérêt de la justice, l'équité envers les parties, elle
27 peut le faire. J'espère qu'il s'agit d'une déclaration qui ne portera pas à polémique et
28 pour laquelle je ne dois pas donner de références précises au Statut de Rome ou au

1 Règlement. Il serait tout à fait saugrenu que le droit énonce quelque chose de
2 différent.

3 Alors, dans des cas très exceptionnels, la Cour doit et... et peut prendre des mesures
4 exceptionnelles. Il y a donc des mesures exceptionnelles qui sont prises dans les
5 juridictions nationales lorsque la justice le... l'exige. Et ce que j'avance très
6 respectueusement, c'est que cette Chambre doit appliquer exactement les mêmes
7 critères.

8 Alors, faire droit à un ajournement est tout à fait dans le cadre des pouvoirs qui ont
9 été conférés à la Chambre. Il n'y a pas de droit indiquant... ou de loi indiquant que
10 lorsqu'on fait droit à un ajournement, il faut donner une date précise qui
11 déterminera la fin de l'ajournement. En fait, il a été observé qu'une interprétation très
12 stricte de la position actuelle de la Chambre est que l'affaire... qu'il y a eu
13 ajournement dans cette affaire et qu'il n'y a pas eu de date fixée pour la reprise ou
14 pour la clôture.

15 Donc, nous sommes, en ce moment, dans le cadre d'un ajournement sine die,
16 puisqu'il n'y a pas de date qui a été fixée pour la reprise.

17 Donc, en un mot commençant, je vous dirais que je ne suis pas en mesure,
18 maintenant, de présenter ni jurisprudence ni une référence au Statut qui indiquerait
19 que l'on peut ajourner sine die, mais ce que j'avance, c'est qu'il est absolument
20 évident pour tout le monde que ce type de mesure peut être considéré comme
21 approprié lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, et ce que j'avance, c'est
22 que ces circonstances actuelles sont véritablement exceptionnelles.

23 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.

24 Et lors de... Il y a eu une décision qui a été prise ou la dernière décision qui a été
25 prise et qui avait été prise pour ajourner la... l'affaire, mais par la même décision,
26 nous avons décidé cette convoquer cette conférence de mise en état, donc je ne
27 pense pas que cette situation est exactement la même que la situation d'un
28 ajournement sine die.

1 M. GUMPERT (interprétation) : Je ne vais pas polémiquer avec la Chambre ; si tel est
2 votre point de vue, je m'incline.

3 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Alors, pour ce qui est... Et je
4 m'adresse toujours à l'Accusation. Je m'intéresse maintenant à la pertinence de la
5 position de l'accusé ou de la fonction de l'accusé qui est chef d'État et de
6 gouvernement.

7 Alors, est-ce que nous avons compris correctement que l'Accusation n'est pas en
8 train d'alléguer pour le moment que l'accusé a délibérément entravé la collecte
9 d'éléments de preuve ?

10 M. GUMPERT (interprétation) : Il n'y a pas de preuves, d'actions ou d'inactions qui
11 auraient été menées par lui, ou qui n'auraient pas été menées par lui pendant la
12 période comprise entre notre demande de coopération et cette journée d'aujourd'hui.
13 Donc, la réponse est affirmative. Certes, nous ne présentons pas ce type d'allégations
14 et nous n'avons pas d'élément de preuve sur lequel nous pourrions nous appuyer
15 pour le présenter.

16 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Donc, vous... nous comprenons
17 donc que vous êtes en train de nous dire que, du fait de son statut officiel, l'accusé
18 devrait être empêché de soulever la question du retard indu dans le contexte des...
19 de l'ajournement qui a été demandé ; est-ce bien exact ?

20 M. GUMPERT (interprétation) : Voilà ce que dirait l'Accusation : si l'on... on soulève
21 le concept de retard indu, nous nous fondons sur le fait que nous avons demandé
22 des choses il y a deux ans et demi, et la Chambre avait indiqué que nous avions tout
23 à fait le droit de demander ces documents ou ces choses.

24 Voilà l'argument impérieux, s'il en fut, contre toute suggestion suivant laquelle il y a
25 eu un retard indu, argument qui pourrait être présenté par l'Accusation.

26 Alors, bien entendu, on pourrait le présenter comme argument supplémentaire, mais
27 depuis l'année 2013, l'accusé a un devoir bien précis au titre... ou en application de la
28 Constitution kenyane, et il me semble qu'il s'agit de l'article 132-5 qui dispose que la

1 République du Kenya doit respecter ses obligations internationales.

2 Et je pense qu'au vu de ces... de ces circonstances, il serait extrêmement maladroit
3 qu'il nous dise : « Je suis touché de façon injuste par ce qui se passe. »

4 Alors, bien entendu, il n'a pas de responsabilité personnelle, mais il a quand même
5 une responsabilité constitutionnelle, à ce titre. Donc, je ne présenterais pas cet
6 argument comme le premier argument de retard indu, mais je le présenterais comme
7 un argument supplémentaire qui devrait influencer toute conclusion à laquelle vous
8 pourriez aboutir à ce sujet.

9 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.

10 Alors, vous nous avez fourni certaines explications, mais j'aimerais savoir — et je
11 m'adresse toujours à l'Accusation —, si vous considérez qu'un ajournement sine die
12 est toujours compatible ou est compatible avec les droits de l'accusé et l'intégrité de
13 la procédure dans des circonstances où les éléments de preuve obtenus jusqu'à
14 présent sont bien en-dessous ou n'atteignent pas la norme requise pour ce procès.

15 M. GUMPERT (interprétation) : Oui, oui, la... l'Accusation est parvenue à cette
16 conclusion, et il y a de nombreux arguments présentés par l'Accusation mais, il en a
17 un qui est absolument essentiel : il s'agit de l'intérêt de la justice, l'un des facteurs
18 parmi les trois facteurs que vous avez mentionnés il y a quelques minutes.

19 Alors, Madame la Présidente, lorsqu'un accusé comparaît devant un tribunal, devant
20 cette Chambre de la Cour pénale internationale, lorsqu'un accusé est accusé de
21 crimes extrêmement graves et lorsque l'enquête diligentée à propos de ces crimes, ce
22 que j'ai appelé la première phase pour pouvoir déterminer cette affaire, alors que
23 l'accusé a été accusé de participer... d'avoir participé de façon financière de par son
24 organisation, lorsque cela est entravé par une partie tierce, alors il est absolument
25 primordial de... d'envoyer un signal, mais bon, je ne vais pas formuler la chose de
26 cette façon. Il est absolument primordial que la Chambre indique de façon très claire
27 à toutes les parties que ce type d'entrave, que ce type d'obstruction ne pourra pas
28 faire en sorte que l'on termine la procédure.

1 Il faut que la Chambre indique qu'elle est absolument déterminée à faire en sorte que
2 cette affaire soit... soit jugée en dépit des obstructions en cas d'enquête.
3 Voilà, voilà la dimension supplémentaire à laquelle vous avez fait référence,
4 Madame la Présidente, à savoir le statut double de cet accusé précis, parce que nous
5 indiquons que l'organe qui n'a pas coopéré en l'espèce est le gouvernement du
6 Kenya, or, M. Kenyatta appartient à ce gouvernement depuis de... depuis plusieurs
7 années. Mais le fait est que, depuis l'année 2013, il est le chef de ce gouvernement.
8 Et s'il y avait des doutes, si jamais la Chambre venait à trancher de façon déterminée
9 pour prouver que ceux qui entravent son travail ne pourront pas parvenir à leurs
10 fins, s'il y avait un doute à propos de ce type de mesure, alors ces doutes seraient
11 supprimés en l'espèce, cette affaire étant une affaire exceptionnelle, car la personne
12 qui est accusée a un devoir constitutionnel qui a été précisément défini et qui
13 consiste à garantir que ce type de... d'obstruction ne peut pas avoir lieu.
14 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.
15 Monsieur le juge Henderson a une question à poser.
16 M. LE JUGE HENDERSON (interprétation) : En réponse à M^{me} le juge Président,
17 vous nous avez dit que vous ne pouvez pas vraiment vous référer à la moindre
18 source pour cet ajournement sine die que vous demandez. Et vous avez parlé plutôt
19 d'une circonstance exceptionnelle et qu'il convenait de faire droit à cette demande
20 dans l'intérêt de l'équité et dans l'intérêt... dans l'intérêt des parties en présence.
21 M. GUMPERT (interprétation) : Surtout dans l'intérêt de la justice, d'ailleurs.
22 M. LE JUGE HENDERSON (interprétation) : Oui, mais vous avez quand même parlé
23 de droit national où dans les tribunaux nationaux, parfois, on fait droit à ce type de
24 requête dans des circonstances exceptionnelles. Mais, donc, voici la différence que je
25 vois : il s'agit d'une circonstance exceptionnelle. Les choses sont différentes ici,
26 d'après moi en tout cas.
27 Je me reprends.
28 Voici ma question : comment ceci peut-il être compatible avec la règle 60 qui... — si

1 vous me laissez une minute — donc, si... donc, c'est en ce qui concerne le retrait des
2 charges, c'est cette rubrique, « retrait (*phon.*) ou modification des charges ». Parce que
3 vous savez que dans une... un tribunal national, le Procureur peut toujours retirer
4 les charges et puis revenir ensuite lorsqu'il a suffisamment de preuves.
5 Donc, c'est... c'est de la compétence de tout procureur. Donc, la règle 60 déclare que
6 si, à un moment ou à un autre, la... on considère que les éléments de preuve
7 disponibles à la fois à charge et à décharge n'étaient pas suffisamment les charges
8 ou... ou étaient une autre charge, et cetera, et cetera, eh bien, dans ce cas-là, la...
9 cette... ce... cette entité pourra soit... pourra choisir une... une option quelconque,
10 l'une étant de retirer les charges.
11 Alors, quelle est la compatibilité entre votre option et cette règle 60 ? Vous
12 demandez un ajournement sine die. Et comment est-ce que cela peut être compatible
13 avec cette règle 60 dont je viens de vous donner lecture ?
14 M. GUMPERT (interprétation) : Cette question a déjà été posée par la Cour après...
15 lors de la première audience, suivant notre demande de... d'ajournement et la
16 conclusion de non observation. J'en ai... J'y ai fait référence d'ailleurs.
17 Donc, nous considérons que la Cour a bel et bien démontré qu'elle est convaincue
18 qu'un ajournement de ce procès... en d'autres mots, le fait que du fait de cette règle,
19 le... l'Accusation n'a pas besoin de retirer immédiatement ses charges, donc elle a
20 cette option de l'ajournement, et la Cour semble avoir décidé que l'ajournement est le
21 bon cap à suivre au fait des circonstances exceptionnelles de cette affaire où un État
22 partie ne coopère pas. Donc, la Cour a déjà fait droit à un ajournement de six mois et
23 a autorisé le Procureur à ne pas retirer les charges au cours de cette période.
24 Donc, je ne voudrais pas me répéter, puisque j'ai déjà présenté des arguments à ce
25 propos lors de la dernière audience, les clés... les éléments clés ici sont le... le Bureau
26 considère que les éléments de preuve disponibles n'étaient pas les charges. Or, nous
27 ne... n'en sommes pas encore au point où nous pourrions éventuellement considérer
28 l'État de nos charges... l'état de nos éléments de preuve (*se reprend l'interprète*),

1 puisque nous ne savons... nous savons quand même qu'il y a des éléments de
2 preuve, mais nous ne les... nous ne les connaissons pas malheureusement. Nous
3 savons qu'elles existent, mais nous ne les... nous ne les avons pas en main. Elles sont
4 peut-être à charge ou à décharge, mais, pour l'instant, le gouvernement du Kenya
5 nous empêche d'en arriver à cette considération qui est quand même le pivot sur
6 lequel s'articule cet article.

7 Les éléments de preuve sont disponibles. Nous pourrions les avoir. Nous savons, par
8 exemple, qu'il y a des relevés de banque qui courent sur 33 mois qui ne nous ont pas
9 été fournis, alors qu'ils étaient... que nous en... que vous aviez demandé... qu'il y
10 avait une contrainte pour ce faire. Nous savons que ces éléments sont disponibles, ils
11 existent, mais nous n'y avons pas accès parce qu'il y a obstruction.

12 Donc, nous considérons, de plus, qu'au vu de ces circonstances, un ajournement
13 supplémentaire sans donner de date, un... un ajournement, donc, sine die, jusqu'à ce
14 que le gouvernement du Kenya respecte ses obligations, est, d'après nous, la voie
15 équitable et serait une solution justement qui respecte cette fameuse
16 règle 60 « auquel » vous avez fait référence.

17 M. LE JUGE HENDERSON (interprétation) : Oui. Enfin, il faut, d'un côté, trouver le
18 bon équilibre entre le droit des... de l'accusé et le droit des victimes, car vous savez
19 que le... cette Cour doit écouter ces deux intérêts et trouver le bon équilibre entre les
20 deux.

21 Donc, d'après moi, j'ai besoin de comprendre quelque chose : vous parlez d'un
22 ajournement sine die, mais en quoi cela va arranger quoi que ce soit, puisque les
23 ressources de la Cour vont toujours être engagées ? Je ne... Pourquoi est-ce que la
24 Chambre ne pourrait pas fonctionner comme lors... dans un tribunal national pour le
25 retrait des charges ?

26 Vous poursuivez... Vous laissez... Les charges restent en l'état, vous poursuivez vos
27 enquêtes, sachant que, pour l'instant, vous n'avez pas suffisamment d'éléments de
28 preuve pour en arriver au procès. Et, lorsque vous aurez à nouveau accès... lorsque

1 vous aurez accès aux éléments de preuve, vous pourrez, peut-être, redéfinir les
2 charges et reprendre le procès ?

3 M. GUMPERT (interprétation) : Oui, nous... les... les cours nationales peuvent, en
4 effet, fonctionner de la sorte, mais dans le cadre des... C'est en effet, une des
5 décisions raisonnables que vous pourriez faire, c'est vrai, mais en l'espèce, comme
6 vous nous l'avez dit, la Cour a quand même cet exercice d'équilibriste à faire pour
7 trouver la... le bon cap à suivre. Il y a plusieurs caps, quand même, dans le cadre des
8 décisions raisonnables que vous pourriez prendre.

9 Et, d'après nous, c'est les caps que nous vous... le cap que nous vous présentons est
10 bien mieux adapter aux... aux circonstances exceptionnelles de cette affaire. L'intérêt
11 de la justice doit être quand même ce qui vous guide avant tout. Je ne dis pas, bien
12 sûr, qu'il faut écarter les droits de l'accusé, bien sûr que non, mais l'intérêt de la
13 justice est, à mon avis, ce qui doit vraiment vous guider lorsque vous prendrez votre
14 décision.

15 Et il ne serait pas dans l'intérêt de la justice... Enfin, je me répète, je me répète, et
16 j'avais pourtant promis d'être bref, mais il ne serait pas dans l'intérêt de la justice que
17 vous rendiez une décision qui pourrait être interprétée comme étant.... Si on tient le
18 coup... si un pays tient le coup suffisamment longtemps, fait traîner les choses
19 suffisamment longtemps et fait... et... et... et fait obstruction, même si la Cour a... a
20 tranché pour dire que cette (*phon.*) obstruction n'est pas correcte, eh bien, dans ce
21 cas-là, l'affaire engagée contre la personne que ce pays souhaite protéger va tout
22 simplement s'évanouir.

23 Eh bien, je pense qu'une décision de ce type pourrait fort bien entraîner ce type
24 d'interprétation, ce qui serait parfaitement « désastreuse », car qui pourrait être
25 comprise de la façon suivante : les États parties peuvent tout simplement torpiller la
26 justice alors qu'ils ont une obligation juridique à ne pas le faire.

27 M. LE JUGE FREMR (interprétation) : Je vous remercie.

28 Donc, Monsieur Gumpert, donc, d'après vous, cet ajournement demandé devrait

1 aboutir, je pense, à ce que cette affaire puisse être représentée, mais d'une
2 meilleure....

3 Donc, vous nous avez dit que, de toute façon, si on fait... on demande un
4 ajournement de six mois, d'après vous, il ne se passera rien dans les six mois et ça ne
5 va pas vraiment améliorer quoi que ce soit. Enfin, ça, c'est ce que j'ai bien compris ?

6 M. GUMPERT (interprétation) : Tout à fait, c'est ce que j'ai dit.

7 M. LE JUGE FREMR (interprétation) : Mais dans ce cas-là, pourquoi pensez-vous
8 qu'un ajournement sine die serait une amélioration par rapport à un ajournement
9 supplémentaire ?

10 M. GUMPERT (interprétation) : Mais ce n'est pas du tout la raison, hein, non, non, je
11 ne suis pas en train de vous dire qu'un ajournement sine die ça va nous donner un
12 effet de levier plus important pour permettre de... d'agir sur le gouvernement du
13 Kenya.

14 Non, nous... l'Accusation demande un ajournement sine die pour éviter l'injustice
15 qui serait représentée par le fait que vous rejetiez cette demande d'ajournement. Je
16 viens d'ailleurs d'y répondre... de répondre à cela lorsque je répondais au juge
17 Henderson.

18 On ne peut éviter cette injustice qu'en faisant droit à notre demande d'ajournement
19 sine die. Et pratiquement, raisonnablement, ça ne peut être que sine die puisque
20 nous n'avons plus de possibilité, nous n'avons plus de possibilité de date viable,
21 comme l'a dit M^{me} le Président Ozaki. Bon, je vais parler de toutes sortes de dates,
22 hein, qui pourraient éventuellement être prises en compte, je pense que c'était
23 implicite dans sa question ; elle voulait savoir à quel moment le... la date... quelle
24 était la date où l'Assemblée des États parties allait éventuellement prendre cette
25 affaire en compte pour penser que ça pourrait être la date à laquelle cet ajournement
26 se terminerait. J'ai aussi parlé de l'élection générale au Kenya, mais ces dates ne sont
27 pas réalistes ; ce ne sont pas à ces dates-là que le gouvernement du Kenya respectera
28 ses obligations qui... qui lui incombe aux termes du Traité.

1 Donc, la seule... le... la seule... la seule ordonnance raisonnable, et réaliste surtout,
2 serait pour vous de nous faire... faire droit à un ajournement sine die en disant : nous
3 ne savons pas quand cette affaire pourra être... pourrait recommencer, mais nous
4 considérons que la justice demande qu'elle ne devrait pas être close au vu des
5 obstructions... de l'obstruction et des entraves à la justice qui ont eu lieu. C'est pour
6 cela que nous vous demandons donc cet ajournement sine die, sans que nous ne
7 fixions de date pour la reprise du procès.

8 Il se pourrait qu'un jour, sait-on jamais, où vous trois, qui seront toujours saisis de
9 l'affaire, je ne sais pas si ce sera dans cinq ans ou plus, où vous pourrez dire ça suffit.
10 Mais le gouvernement du Kenya — je le répète — ne remplit pas ses obligations. Et
11 le... l'accusé est toujours le chef du... de ce gouvernement qui ne répond au... qui ne
12 remplit pas ses obligations, et de ce fait, ce jour où le procès pourrait reprendre n'est
13 pas encore venu.

14 M. LE JUGE FREMR (interprétation) : Oui, deuxième question : d'après vous, quel
15 serait le rôle éventuel de l'Assemblée des États parties ; pourraient-ils nous aider ?

16 M. GUMPERT (interprétation) : Là, on en revient à certains des points dont... que j'ai
17 soulevés lorsque je répondais, je crois, à la première question de M^{me} le juge Ozaki.

18 J'espère, si j'ai raison pour dire que, en effet, le gouvernement du Kenya n'a pas
19 coopéré correctement, qu'ils vont enfin reprendre leurs esprits, comprendre quelles
20 sont leurs obligations au titre de... du Statut de Rome le plus tôt possible. Je... Je
21 pourrais... Enfin, là, je... je ne vais pas vous présenter des arguments juridiques, je ne
22 pense pas que cela vous « aider »... Je pourrais me lancer dans des conjectures pour
23 savoir quel effet les discussions au sein des États Parties pourrait avoir sur les
24 intentions et les actions du gouvernement du Kenya, mais enfin, les commentateurs
25 juridiques sont bien mieux placés que moi pour se lancer dans ce type de conjecture.

26 Mais je... l'Accusation ne vous demande pas de nous donner un... un ajournement
27 sous réserve ou de fixer un délai suite à... sous réserve d'actions prises par
28 l'Assemblée des États Parties. Si vous, cette Cour considère... cette Chambre

1 considère qu'il y a... que le gouvernement du Kenya n'a violé ses obligations, eh
2 bien, dans ce cas-là, ce sera à l'Assemblée des États Parties d'en parler et de décider
3 s'il convient d'imposer des sanctions au gouvernement du Kenya. Mais donc, cela
4 n'aura un impact qu'indirect sur cette affaire.

5 M. LE JUGE FREMR (interprétation) : Je vous remercie.

6 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.

7 Je vais maintenant me tourner vers le représentant légal des victimes.

8 Monsieur Gaynor... Maître Gaynor, vous avez aussi présenté des arguments en ce
9 qui concerne la pertinence de la position officielle de l'accusé. Donc, nous avons
10 quelques questions à vous poser à... sur ce point.

11 Tout d'abord, considérez-vous qu'il y ait une distinction entre la position de jure de
12 M. Kenyatta en tant que chef d'État et toute entrave active et délibérée à la... au
13 recueil des éléments de preuve ? Et d'après vous, pensez-vous que cette entrave
14 délibérée peut être fondée en l'espèce, peut être exprimée en l'espèce ?

15 Bon, je tiens à vous demander... à vous demander de prendre en comptes les
16 réponses de l'Accusation sur ce même point, d'ailleurs. Nous avons déjà noté les
17 exemples que vous avez cités dans vos écritures concernant la... le comportement de
18 l'accusé qui, d'après vous, aurait très bien pu refroidir (*phon.*) les ardeurs en matière
19 de coopération avec la Cour.

20 Alors, je ne vous demande pas de répéter ces arguments. Nous avons aussi noté vos
21 écritures en ce qui concerne la... les pouvoirs de jure et de facto de l'accusé. Donc, si
22 vous nous dites qu'il y a bel et bien eu interférence et entrave délibérées,
23 pouvez-vous nous dire si c'est basé sur ces circonstances qui sont mentionnées dans
24 vos écritures ou si vous avez d'autres arguments à nous présenter à ce propos ?

25 M^e GAYNOR (interprétation) : Je vous remercie.

26 Alors, en ce qui concerne le premier point, il n'y a pas eu d'éléments de preuve
27 présentés devant cette Chambre montrant que l'accusé a délibérément pris... fait...
28 agi afin de détruire des éléments de preuve... Enfin, tout ce qui tombe normalement

1 sous le coup de l'entrave à la justice. Ce n'est pas du tous les arguments que je vous
2 ai présentés, Madame, Messieurs les juges, mais nous considérons que l'accusé
3 contrôle une entité, cette... une entité qui ne donne pas les éléments de preuve qui lui
4 ont été demandés, et il le fait de façon délibérée.

5 Si l'accusé était, par exemple, directeur d'une entreprise, et si vous aviez ordonné à
6 cette entreprise de vous fournir des éléments de preuve, et si l'accusé n'avait pas fait
7 quoi que ce soit pour s'assurer que ces éléments de preuve vous soient mis à
8 disposition, eh bien, dans la plupart des juridictions on parlerait ici d'obstruction...
9 d'entrave à la justice, entrave à l'administration de la justice avec poursuites
10 éventuelles.

11 Alors, je ne vais pas me répéter, bien sûr, mais l'accusé, bien sûr, est l'homme le plus
12 puissant du Kenya, c'est l'homme qui a le plus d'influence au Kenya. Et hier,
13 l'*Attorney general* a répété à quatre reprises qu'il ne lui fallait que 72 heures pour
14 trouver des relevés... des relevés téléphoniques, des relevés bancaires, je crois des
15 relevés de cadastre aussi... Enfin, donc, lorsqu'on suit... lance (*phon.*) un suivi des...
16 les propos de l'*Attorney general*, hier, on voit bien que ce n'est pas une histoire de
17 temps. Non, les éléments de preuve sont au Kenya, on pourrait nous les donner, ils
18 pourraient être mis à disposition, et l'accusé a une obligation, au titre de sa
19 Constitution, de s'assurer que le Kenya remplit ses obligations au titre du Statut...

20 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Monsieur... Maître Gaynor, je ne
21 pense pas que c'est exactement ce que voulait dire l'*Attorney general*, hier, lorsqu'il a
22 parlé de ces fameuses 72 heures.

23 M^e GAYNOR (interprétation) : Oui, enfin, moi, je tiens juste à parler... Il a quand
24 même parlé à quatre reprises de 72 heures en disant que c'était le temps qui lui fallait
25 pour exécuter une demande lorsqu'on lui demandait des éléments de preuve
26 nationalement.

27 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Oui, mais ça n'a rien à voir avec
28 le poste de Président de l'accusé.

1 M^e GAYNOR (interprétation) : Si, tout à fait, puisque l'accusé contrôle le
2 gouvernement du Kenya, il en a la maîtrise au titre... en vertu de la constitution du
3 Kenya.

4 *L'Attorney general* ne peut être licencié que par une seule personne, le Président. Il
5 n'y a que lui qui peut le licencier.

6 Les secrétaires du gouvernement, qui sont chargés d'assurer que l'État respecte ses
7 obligations au titre de... du... de la loi des crimes internationaux, ne peuvent être
8 licenciés que par le Président du Kenya. Donc, la loi kenyane lui donne des pouvoirs
9 et des responsabilités... et la Constitution du Kenya lui donne des responsabilités, et
10 nous considérons que c'est à ce titre que... c'est... c'est ainsi qu'il... qu'il fait
11 obstruction à la justice et obstruction à... au recueil d'éléments de preuve, en l'espèce,
12 par son action et ses omissions aussi.

13 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.

14 J'en arrive maintenant à ma question suivante, Monsieur... Maître Gaynor.
15 Pourriez-vous répondre à la question que j'ai déjà posée à M. Gumpert : d'après
16 vous, en quoi un ajournement sine die de la procédure pourrait être compatible avec
17 les droits de l'accusé au vu des éléments de preuve recueillis jusqu'à présent, qui
18 sont en dessous de la norme nécessaire pour le procès. Et nous remarquons d'ailleurs
19 que, lors de vos dernières écritures, vous avez fait référence à une jurisprudence
20 canadienne bien précise portant sur les circonstances où on peut faire appel... où on
21 peut se... où on peut utiliser une renonciation volontaire.

22 Donc, d'après vous, comment cette jurisprudence pourrait-elle aider la Chambre à
23 prendre sa décision et à remplir ses obligations au titre de l'article 64-2.

24 M^e GAYNOR (interprétation) : Je vous remercie, Madame le Président.

25 En ce qui concerne, donc, cette source, toutes les sources pour obtenir... pour faire...
26 rendre une décision d'ajournement sine die, je remarque — à la note de pied de
27 page 183 de votre décision du 31 mars 2014, document 908 — vous avez mentionné
28 un certain nombre de cas, de cette affaire, d'ailleurs, de cette Cour ou du TPIR ou du

1 TPIY où des ajournements ont été obtenus, pour, par exemple, que l'on puisse
2 nommer un coconseil ou parce que, par exemple... ou parce que les témoins à charge
3 n'étaient pas... les témoins à charge n'étaient pas disponibles du fait de nouvelles
4 procédures de voyage qui avaient été mises en œuvre par le gouvernement du
5 Rwanda. Donc, là, il s'agit d'un ajournement qui était sous réserve d'actions prises
6 par le gouvernement du Rwanda dans une affaire où l'accusé, lui, ne contrôlait pas le
7 gouvernement du Rwanda.

8 Donc, lorsqu'on nous parle d'ajournement sine die, sine die ça veut pas dire ad
9 vitam æternam, cela veut dire juste « ajournement jusqu'à ce qu'on puisse prendre
10 des mesures bien précises ». Or, nous considérons que l'accusé peut les prendre à
11 tout moment.

12 S'il donne des ordres à son gouvernement, si... d'exécuter les ordonnances de cette
13 Cour, que... qui sont comprises dans votre décision du 21 mars et du 29 juillet...
14 donc, il y a aussi si l'accusé s'enfuit, par exemple, dans une autre... dans une autre
15 juridiction, par exemple, s'il part en Espagne pour s'y cacher ou s'il se cache sur le
16 territoire de sa propre juridiction nationale, eh bien, dans ce cas-là l'accusé...
17 l'affaire... le procès va être ajourné jusqu'à ce que l'on retrouve l'accusé ou qu'il se
18 livre lui-même à la justice.

19 Donc, là ce n'est pas la même chose puisque l'accusé n'est pas en fuite, bien sûr ;
20 mais volontairement, délibérément, de notre avis, l'accusé, par son inaction, a créé ce
21 retard que nous avons ici en l'affaire.

22 Le retard, en fait, vient d'une non-observation et de... d'un non-respect de votre...
23 de vos décisions et cela ne vient pas de vous, cela ne vient pas de l'Accusation, non,
24 cela vient, en fait, de l'inaction du gouvernement du Kenya, gouvernement qui est
25 parfaitement contrôlé par l'accusé en l'espèce.

26 Et pour ce qui est de cette affaire canadienne, dont vous m'avez parlé et sur laquelle
27 vous voulez que je m'exprime...

28 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : ...Oui, mais rapidement s'il

1 vous plaît.

2 M^e GAYNOR (interprétation) : Je serai rapide.

3 Donc, cela vient donc de la Cour suprême du Canada, et voici mon argument : « Un
4 accusé ne peut pas se plaindre d'un retard dans une affaire si c'est lui qui est
5 responsable de ce retard. »

6 Et l'obstacle, ici, dans cette affaire, c'est la non-observation de la demande révisée
7 faite par cette Cour. Donc, le Président du Kenya doit s'assurer que son pays
8 respecte les... ses obligations internationales, à la fois ses obligations au titre de la
9 Constitution du Kenya et le droit international.

10 Donc, la seule personne qui peut retirer cet... cet obstacle, c'est l'accusé lui-même.
11 Donc, le fait que l'accusé ne veut pas retirer cet obstacle, est premièrement illégal au
12 titre du droit national et du droit international... le fait de ne... et de ce fait, nous
13 considérons qu'il renonce à son droit à un procès rapide et cette renonciation à ce
14 droit sera... restera en vigueur jusqu'à... tant... tant... (*se reprend l'interprète*) tant
15 qu'il ne respecte pas ses obligations et tant que son pays ne respecte pas les... ses
16 obligations au titre du Statut de Rome.

17 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Donc, d'après vous, cet
18 ajournement sine die peut être compatible avec les droits de l'accusé même dans ces
19 circonstances, même s'il n'y a pas fuite... même... (*l'interprète se reprend*) donc, peut
20 être compatible avec les droits de l'accusé, même au titre de ces circonstances, même
21 si l'Accusation a explicitement admis que les éléments de preuve recueillis jusqu'à
22 présent ne sont pas à la norme... n'ont pas atteint la norme nécessaire.

23 M^e GAYNOR (interprétation) : Oui, parce que c'est l'accusé qui contrôle tout, ici.
24 C'est lui... Le retard, dans cette affaire, lui est imputable entièrement. C'est pour ça
25 que cette affaire est aussi exceptionnelle, parce que l'accusé contrôle le
26 gouvernement et donc, fait... un gouvernement qui fait illégalement obstruction aux
27 demandes de l'accusation.

28 Donc, c'est assez nouveau. Ça n'est... la seule... le seul... la seule affaire nationale

1 « auquel »... que j'ai pu trouver est celle du 5... dont j'ai parlé le 5 février, c'est l'affaire
2 où... où la Cour Suprême a demandé à Nixon, le Président des États-Unis, de donner
3 des éléments de preuve qui pouvaient, éventuellement, l'inculper. Et ensuite, il y a
4 eu, bien sûr, sa démission et le... la grâce du... le pardon du Président Ford, mais
5 c'est le seul Président que j'ai pu trouver. Donc... Mais quelle que soit la puissance et
6 le pouvoir dont dispose l'accusé, même s'il est chef d'État, il faut que vous soyez très
7 fermes et que vous ordonniez au gouvernement de respecter ses obligations.

8 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Le juge Henderson a une
9 question.

10 M. LE JUGE HENDERSON (interprétation) : Oui, alors, cette demande aux fins
11 d'ajournement sine die est quand même extrêmement exceptionnelle.

12 Certes, à affaire exceptionnelle, circonstances exceptionnelles. Alors, dans la
13 jurisprudence du TPIY et du TPIR les choses sont ce qu'elles sont mais dans le... le...
14 le Statut de Rome, lui, offre, contrairement à ces deux tribunaux, offre sa place aux
15 victimes ; c'est pour ça que vous êtes là, d'ailleurs. Donc, je vais être direct dans ma
16 question : donc, la règle 70 serait un retrait des charges avec l'autorisation de la
17 Cour, mais d'après vous, est-ce que, au vu de la situation, si les enquêtes peuvent se
18 poursuivre... se poursuivent et en pensant qu'à un moment ou à un autre, on
19 pourrait rouvrir... réouvrir le procès ; d'après vous, est-ce que, si on avait ce type... si
20 on obtenait ce type de solution, est-ce que les victimes risqueraient d'être... ce serait
21 préjudiciable pour les victimes ?

22 M^e GAYNOR (interprétation) : Écoutez si l'Accusation... il se peut... il se peut, en
23 effet, que l'Accusation rouvre les enquêtes. Cela se pourrait même si... même si...
24 mais nous considérons que cette affaire est close, eh bien, à nouveau cette stratégie
25 d'obstruction sera par un grand nombre de personnes comme étant efficace et donc,
26 il sera de plus en plus difficile pour l'Accusation d'obtenir les éléments de preuve
27 dont elle a besoin.

28 Et ensuite, je sais que l'Accusation, dans de nombreuses autres affaires a de

1 nombreuses autres... a de nombreuses autres affaires, mais en tant que victimes
2 nous n'avons pas le choix de nous dire que nous allons nous... plutôt cibler d'autres
3 personnes où les éléments de preuve sont plus faciles à trouver.

4 Moi, je parle au nom des victimes. Nous n'avons pas ce choix. L'Accusation pourrait
5 peut-être choisir, tout simplement, de poursuivre une affaire plus facile ou de laisser
6 tomber celle-ci, mais du côté des victimes, si vous pensez vraiment à un ajournement
7 jusqu'à ce que l'Assemblée des États parties épuise tous les recours au vu d'obtenir la
8 coopération, eh bien, nous pensons que ce serait quand même une solution... une
9 meilleure... nous pensons que ce serait une meilleure solution parce que nous
10 pensons que si vous autorisez l'Accusation à retirer totalement ses charges, je pense
11 que la justice ne serait jamais rendue aux victimes en l'espèce.

12 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vais donner la parole à la
13 Défense.

14 Cependant à titre préliminaire, la Chambre souhaiterait exprimer ses préoccupations
15 à l'égard de l'écriture 945, et en particulier de son paragraphe 22.

16 Nos préoccupations portent sur le fait que l'on parle de pièces conditionnelles et que
17 l'on les cite publiquement et qu'il y ait une répétition sans réserve d'allégations sur
18 lesquelles la Chambre n'aurait pas tranché et qu'elle aurait trouvées comme sans
19 fondement.

20 Je n'irai pas plus loin, parce que nous n'avons pas beaucoup de temps, ici, mais je
21 voudrais, s'il vous plaît, que vous teniez compte de cette remarque de ma part dans
22 vos écritures futures.

23 Pour ce qui est des circonstances de l'affaire qui nous occupe, les représentants
24 légaux des victimes, et dans une certaine mesure l'Accusation, font valoir que la
25 Défense ne devrait pas avoir la possibilité de soulever la question du retard indu
26 parce que le... l'accusé, en tant que chef d'État, a des obligations inter...
27 internationales — pardon — de coopérer avec la Cour et que c'est cela le... le
28 problème.

1 Comment est-ce que la Défense réagit sur ce point ?

2 M^e KAY QC (interprétation) : La première question qu'il doit examiner, avant de
3 répondre, c'est qu'il y a bien eu des retards injustifiés et de l'obstruction ... de
4 l'obstruction, est-ce que ça a bien été le cas ou pas ?

5 De ma... de mon côté, j'ai été frappé par ce qui a été dit par l'*Attorney general* hier et
6 la correspondance qui a été échangée entre l'Accusation et le gouvernement du
7 Kenya qui a montré qu'il y avait des mesures concrètes qui avaient été prises par le
8 gouvernement du Kenya pour répondre aux enquêtes faites par l'Accusation.

9 Donc, y a-t-il eu un retard de la part du gouvernement du Kenya ou une non-
10 exécution de sa part ? C'est la question. Et je me demande si les réponses fournies
11 par le gouvernement du Kenya ont bien été prises en compte. Je puis passer en revue
12 chacune des... chacun des huit chapitres qui ont... qui ont été évoqués hier ; je ne sais
13 pas si vous seriez d'accord avec ça, Madame le Président, je ne sais pas.

14 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Pas au cours de cette conférence
15 de mise en état, s'il vous plaît.

16 M^e KAY QC (interprétation) : Donc, pas aujourd'hui.

17 Il me semble que la question soulevée par le représentant légal des victimes, ce
18 matin, il a parlé d'obstruction, non, ce n'est pas du tout de l'obstruction, ce qui
19 était... le problème c'était la nature même des requêtes. Et les réponses du
20 gouvernement du Kenya, à mon avis, ont clairement traité de la nature des requêtes
21 et ont effectivement fourni des réponses.

22 Donc, à notre avis, cette question doit être tranchée. L'Accusation, ce matin, fait
23 valoir que c'est à cause du gouvernement du Kenya que cette affaire ne progresse
24 pas.

25 À mon avis, si l'on regarde de près les pièces, nous n'arriverions pas à cette
26 conclusion, si l'on voulait être raisonnable.

27 Quoi qu'il en soit, mon client est effectivement chef d'État, mais il est également un
28 accusé qui a des droits ; il n'y a pas d'allégations, quelles qu'elles soient de...

1 d'obstruction de sa part — ou de ma part — par rapport à ces enquêtes faites par
2 l'Accusation.

3 Nous avons, pour cette Cour, donné plusieurs exemples de coopération extrême,
4 dirais-je, de notre côté. Donc, sa position en tant que chef d'État n'est importante que
5 si l'on a des éléments de preuve selon lesquels il aurait fait quelque chose de mal
6 dans le cadre de cette affaire.

7 Pour le moment, pour le moment, l'inspection que l'on peut faire des pièces, et cela a
8 été fait hier, ce qui a été dit par l'*Attorney general*, hier, également, prouve qu'il y a
9 coopération entre ce gouvernement et le Bureau du Procureur qui ne veut pas
10 reconnaître les réponses négatives et qui ne veut pas reconnaître qu'il ne s'agit pas
11 d'une absence de coopération, mais simplement de l'impossibilité de répondre à leur
12 type de... d'enquête particulière.

13 Le chef... En ce qui concerne cette question du chef d'État, eh bien, il ne... il ne
14 s'ingère pas dans ces questions ; c'est tout à fait clair. Il a des droits personnels. Il y a
15 d'ailleurs... il dispose d'ailleurs d'un avocat qui lui a demandé de ne pas s'ingérer
16 dans ces questions ; ça, c'est tout à fait clair.

17 Donc, en réponse à votre question, Madame le Président, je dirais que les éléments
18 de preuve montrent que cette question du chef de l'État, qui a été présentée comme
19 étant une allégation, eh bien, ne... n'est fondée sur aucun élément de substance.

20 Tous les chefs d'état s'appuient sur leurs ministres pour s'acquitter de ces tâches et
21 l'*Attorney general*, hier, a fait référence à la correspondance qui a été échangée entre
22 les parties et, à mon avis, cette correspondance montre cette coopération.

23 Alors, il y a peut-être eu des retards : un mois, pourquoi n'y a t-il pas eu de réponse ?

24 Eh bien, ces organismes étaient en train de rechercher ces éléments qu'on leur
25 demandait. Bon, effectivement, ils n'ont pas réagi le... le lendemain pour dire :
26 « Non, il n'y a pas d'éléments de preuve » ; ils ont examiné leurs dossiers et réfléchi à
27 la question. Voilà ce que je répondrai à votre question.

28 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Merci.

1 Maître Kay QC, ma question suivante : précédemment, l'année dernière, vous avez
2 demandé une suspension permanente de la procédure et vous auriez fait valoir un...
3 un abus de procédure dans cette affaire. Vous demandez, maintenant, une clôture de
4 la procédure. Quelle différence, à votre avis, est-ce qu'il y a entre ces deux types de
5 mesures ?

6 M^e KAY QC (interprétation) : La suspension de procédure pour abus de procédure,
7 c'est quelque chose de tout à fait différent des motifs que nous présentons à la Cour
8 pour clôturer la procédure.

9 Pour ce qui de la première question, c'est-à-dire le... l'abus de procédure, eh bien, il...
10 il s'agit d'une... d'un... d'une question particulière dont est saisie, d'ailleurs, la... la
11 Chambre : la qualité. Il s'agit de la qualité et... des pièces dans cette affaire et leur
12 corruption. Donc, ça, c'est quelque chose de tout à fait séparé.

13 À partir de là, lorsque nous nous sommes rendu compte que le témoin sur lequel
14 s'était appuyée l'Accusation avait admis qu'il avait proféré des mensonges, lorsqu'il
15 s'était retourné, rétracté, eh bien, et qu'il avait fait des allégations en ce qui concerne
16 l'Accusation pour ce qui est de son comportement, nous étions donc, là, en présence
17 d'une admission de l'insuffisance des éléments de preuve pour étayer l'affaire. Et
18 cette insuffisance des éléments de preuve nous amène à prendre en compte les
19 responsabilités au titre de la norme 60 en ce qui concerne le... la menée de l'affaire
20 pour l'avenir.

21 Donc, nous n'étions pas sur cette base au départ. Nous... Je ne... Nous ne voulons...
22 Nous ne voulons... Nous ne voulions pas... Nous voulions intervenir, si vous voulez.
23 Intervenir dans la menée de la procédure, alors, ça, c'était donc notre première
24 option.

25 Maintenant, nous avons l'insuffisance des éléments de preuve, et ça, c'est tout à fait
26 patent. Et c'est d'ailleurs le point culminant d'un certain nombre d'événements qui
27 touchent à la qualité des éléments de preuve dans cette affaire. Donc, ce sont deux
28 choses totalement différentes.

1 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Merci beaucoup.

2 Monsieur le Procureur, les représentants légaux des victimes, avez-vous des
3 commentaires à faire sur cette question particulière ?

4 M. GUMPERT (interprétation) : C'est-à-dire la différence entre la clôture par la Cour
5 et une suspension permanente ?

6 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Oui.

7 M. GUMPERT (interprétation) : Si je comprends bien M^e Kay QC, l'affaire s'arrêtera,
8 arrivera à un terme, donc, il n'y aura pas d'ajournement d'aucune sorte, si je
9 comprends bien. Et si je comprends bien toujours, il n'y aurait plus de procédure par
10 rapport à des charges similaires.

11 Si j'ai bien compris, je ne pense pas qu'il y ait de différence entre ces deux choses. Il
12 vient de l'expliquer, ce sont deux choses qui interviennent à des stades différents de
13 la procédure et, donc, sont qualifiées de manières différentes, mais c'est la même
14 chose.

15 L'Accusation, bien entendu, dit que si l'affaire est... doit être retirée et, ainsi, clôturée,
16 eh bien, ce serait sans préjudice de procédure future exactement sur la même... sur
17 les mêmes charges.

18 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Monsieur Gaynor.

19 M^e GAYNOR (interprétation) : Il me semble que ces deux termes me semblent... sont
20 plus ou moins synonymes. Donc, je serais d'accord avec M. Gumpert, là-dessus. Il
21 faut, effectivement, préciser cela.

22 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Merci, Monsieur Gaynor.

23 Une question qui est liée — et je m'adresse à l'Accusation : est-ce que l'Accusation
24 considère qu'il existe une différence entre une mesure indiquant un... une
25 suspension conditionnelle de la procédure et un ajournement sine die ?

26 M. GUMPERT (interprétation) : Je... Je suis vraiment désolé, j'étais en conversation
27 avec mon... ma voisine, lorsque le Président a posé cette question. Je m'en... Je vous
28 prie de m'en excuser.

1 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je repose ma question : est-ce
2 que l'Accusation considère qu'il y a une différence entre les deux mesures suivantes :
3 le... la suspension conditionnelle de la procédure, d'une part, et l'ajournement sine
4 die d'autre part.

5 M. GUMPERT (interprétation) : Je vais essayer de donner une réponse cohérente et
6 brève. Cela dépend de ce sur quoi repose la suspension.

7 Je dirais que la Cour décide qu'elle doit suspendre la procédure et que la condition
8 serait que la suspension peut être levée lorsque la Cour considère que le
9 gouvernement du Kenya s'est effectivement acquitté de ses devoirs de coopérer. Ça,
10 ce serait la nature de la suspension conditionnelle.

11 Et en termes réels, ce ne serait pas totalement différent d'un ajournement que l'on
12 pourrait appeler « sine die » sans fixer de date pour la reprise de l'affaire, mais avec
13 une déclaration claire de la part de la Cour que cette date serait la date à laquelle on
14 aurait considéré... la Cour aurait considéré que le gouvernement s'était bien acquitté
15 de ses devoirs de coopération. Cela revient, finalement, au point de vue fonctionnel,
16 à la même chose.

17 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je m'adresse toujours à
18 l'Accusation.

19 Je sais que l'Accusation a répondu à cette question précédemment, mais est-ce que
20 vous pourriez répéter, s'il vous plaît, sur quelle référence, sur quelle source vous
21 demanderiez que la Chambre s'appuie pour mettre un terme à la procédure, à ce
22 stade ?

23 M. GUMPERT (interprétation) : Laissez-moi retrouver ma référence. L'article 64 du
24 Statut de Rome qui dispose des fonctions et pouvoirs de la Chambre de première
25 instance. C'est un article long, que l'on connaît bien, également. Donc, je ne vais pas
26 le relire, sauf pour ce qui est de l'article 64, alinéa 6-f, qui dit : « Dans l'exercice de ses
27 fonctions, avant ou pendant un procès, la Chambre de première instance peut, si
28 besoin est, f) statuer sur toute autre question pertinente. » L'intention patente des

1 auteurs, c'était de donner aux juges le pouvoir de contrôler leur propre affaire. Et
2 lorsque certaines... certaines questions spécifiques n'étaient pas couvertes
3 spécifiquement justement par le texte, eh bien, donner aux juges la possibilité de
4 statuer sur toute autre question lorsque, justement, pour les intérêts de la justice, il
5 faut que la Chambre prenne une décision, toujours dans l'intérêt de la justice.

6 C'est le texte sur lequel je m'appuierai. Je pense que c'est le plus large et le plus
7 général. Je ne pense pas qu'on puisse trouver de *lex specialis* à une référence qui traite
8 spécifiquement de l'ajournement sine die ou d'un ajournement sans que l'on fixe de
9 date spécifique.

10 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Merci beaucoup, Monsieur
11 Gumpert.

12 Maître Kay QC, la Chambre note, dans votre écriture, que vous demandez une
13 décision définitive de la part des juges.

14 Est-ce que cela veut dire que la Défense souhaiterait qu'un verdict soit rendu ?

15 M^e KAY QC (interprétation) : Oui, effectivement. Je puis développer cela, si vous le
16 souhaitez.

17 Je regarde l'horloge, mais la raison en est la suivante : nous sommes arrivés à une
18 situation où le procès devait commencer. Et s'agissant du déroulement de cette
19 affaire, à toute... nous en étions vraiment au stade du procès proprement dit. Nous
20 n'étions pas encore à la première journée avec toute la cérémonie habituelle, parce
21 que, bon, finalement, au lieu d'avoir cette première journée, eh bien, au lieu de
22 discuter de toutes ces questions, la... le premier jour, eh bien, finalement, ce procès
23 n'a pas commencé, cette première journée n'a pas eu lieu.

24 Donc, nous pensons — et je souhaiterais être tout à fait clair —, vous n'avez pas eu la
25 possibilité de prononcer un acquittement, puisque la première journée du procès n'a
26 pas vraiment eu lieu. Et je dirais que c'est un affront à la justice parce que les
27 circonstances montraient que, vraiment, on en était là. Le procès ne pouvait plus
28 avoir lieu.

1 Et dans ces circonstances, je dirais que si l'on prend en considération toutes les
2 circonstances de cette affaire, nous serions... nous aurions droit à cet acquittement.

3 Étant donné tout ce qui est derrière nous, il y a vraiment eu une dégradation, une
4 destruction pendant tout un... toute une période de temps, et cela devrait nous
5 donner droit à un verdict de non-culpabilité.

6 Et la Cour pourrait cela... pourrait faire cela précisément au titre de la norme visée
7 par notre honorable collègue M. Gumpert et en accord justement avec cette norme
8 qui fait référence à ce qui se passe avant le procès tout aussi bien que pendant le
9 procès.

10 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : À part ce... cet article, est-ce
11 que vous avez d'autres références à citer, d'autres sources sur ce que vous venez
12 d'expliquer ?

13 M^e KAY QC (interprétation) : Oui, c'est quelque chose d'assez commun, l'Accusation
14 ne dispose pas d'éléments de preuve. Cela arrive très souvent devant les tribunaux,
15 en tout cas dans le monde du *common law* : « Je ne dispose pas d'éléments de preuve
16 suffisants, je fais ajourner l'affaire. » Et on répond : « Non, vous ne pouvez pas avoir
17 cet ajournement. » « Je n'ai pas d'éléments de preuve à proposer. » Et, par
18 conséquent, le... l'affaire est clôturée par les juges.

19 Il y a des règles techniques qui, quelquefois, peuvent empêcher cela, mais, à mon
20 avis, ce n'est pas dans l'intérêt de la justice. On peut prendre une perspective plus
21 large, ici. Et je le répète, cela arrive très souvent dans les procédures pénales.

22 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Merci, Maître Kay QC.
23 Le juge Henderson.

24 M. LE JUGE HENDERSON (interprétation) : Maître Kay QC, une question : lorsque
25 la juge Ozaki vous a posé une question sur vos sources, bien entendu, vous avez fait
26 référence, comme c'est l'habitude, au *common law* où l'Accusation, donc, retire ses
27 charges dans les circonstances que vous avez décrites, mais vous seriez d'accord
28 avec moi, n'est-ce pas, pour dire qu'il y a quand même une différence fondamentale

1 ici.

2 Dans une situation nationale, un document de... de confirmation des charges où le
3 chef de l'accusation dispose, dans une certaine manière, du contrôle de... du bras
4 d'enquête de l'État ; et, par conséquent, la situation est différente.

5 Est-ce vous seriez d'accord avec cela ?

6 M^e KAY QC (interprétation) : Avec tout le respect que je vous dois, Monsieur le juge,
7 non, parce que la procédure devant cette Cour, c'est quand même une enquête,
8 d'abord. C'est comme ça qu'on a commencé toute cette procédure : une enquête, une
9 autorisation donnée, des éléments présentés devant la Chambre préliminaire, des
10 citations à comparaître délivrées, l'enquête se poursuivant. Donc, il y a un contrôle
11 clair de l'enquête. Il y a également un devoir clair dans les textes.

12 Si le Procureur n'est pas disposé à exercer son pouvoir discrétionnaire personnel —
13 si on peut l'appeler ainsi —, eh bien, cette Cour, dans l'intérêt de la justice, peut
14 intervenir. Et d'ailleurs, dans une cour internationale, on en voit d'autant plus la
15 nécessité. Il faut regarder à l'extérieur de la salle d'audience, il y a d'énormes
16 pressions politiques exercées sur cette affaire, sur la nature de cette affaire, qui va
17 être présentée au procès, l'influence des victimes. Donc, c'est quelque chose de très
18 différent qui peut conduire un procureur à mettre un frein sur l'avancée de l'affaire à
19 cause, justement, de la question plus large de l'image, de la responsabilité,
20 également. Et je voudrais rappeler à la Cour que c'est quelque chose que j'avais dit
21 dès le... dès le départ, je... je crois que c'était en février que... c'est-à-dire que c'était
22 quelque chose sur lequel la Cour devait intervenir.

23 Par conséquent, selon moi, la Cour dispose d'une... d'une vue claire des fonctions
24 de... de l'Accusation. Ce qui lui permet, dans certaines circonstances, de prendre ce
25 rôle. Vous avez une admission d'insuffisance de preuves en l'affaire, vous avez des
26 questions en matière de coopération, des problèmes en matière de coopération,
27 qu'on peut examiner. Vous allez prendre une décision à ce sujet. Et je regarderai
28 cette décision de très, très près ; la Cour aussi, j'en suis sûr.

1 Nous en sommes, maintenant, selon moi, à la situation où l'affaire s'est écroulée et il
2 n'y a pas de perspective pour que cette affaire se poursuive. Si le Procureur
3 n'intervient pas, vous agissez, vous agissez pour mettre un terme à l'affaire, si le
4 Procureur ne fournit pas d'éléments de preuve.

5 M. LE JUGE HENDERSON (interprétation) : Donc, vous ne voyez pas de différence
6 avec une situation au niveau national où les services de l'Accusation peuvent
7 demander à un commissaire de police ou à... enfin, celui qui est chargé de l'enquête,
8 enfin, celui qui, vraiment, s'occupe directement du processus d'enquête, alors qu'ici,
9 l'Accusation n'a pas, à proprement parler, d'armes... de bras — pardon — d'enquête,
10 et ne peut pas s'appuyer, justement, là-dessus comme un... un État partie. C'est...
11 C'est cela, en fait.

12 M^e KAY QC (interprétation) : Oui, je comprends, je comprends, mais dans un
13 aéroport à Nairobi... à l'aéroport de Nairobi — pardon —, on rencontre constamment
14 des enquêteurs du Bureau du Procureur, on les voit dans les hôtels ; donc, il y a des
15 enquêteurs partout et ils font des enquêtes. Donc, c'est un peu de mauvaise foi que
16 de dire : « C'est pas de notre faute, on n'a pas obtenu les éléments de preuve. »

17 Bon, cette affaire a été présentée, tout de même, après une enquête, après que des
18 éléments de preuve « aient » été présentés et qui avaient été obtenus par des sources
19 nationales. Et, à ce stade, je trouve que si cette Cour ne peut pas prononcer un
20 verdict qui aurait normalement dû être prononcé, si ça n'est pas fait, je trouve qu'il y
21 aurait là une grande injustice. Cela voudrait dire que la Cour n'est pas en mesure de
22 prendre en charge le processus de... de prise de décision. Quelle que soit la structure,
23 ça n'est pas le... le problème ; le problème, c'est la qualité du dossier, lorsque nous
24 considérons l'intérêt des victimes et des témoins. Nos témoins, également, nos... nos
25 témoins font partie de cette catégorie, et nos victimes, également, font partie de
26 cette... de cette catégorie.

27 À mon avis, cela autorise la Cour à prononcer un verdict sur le point où nous en
28 sommes dans cette affaire. Et c'est à vous Madame, Messieurs les juges, de le faire.

1 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Merci, Maître Kay QC.

2 J'ai une petite... un petit éclaircissement à demander à M. Gaynor.

3 Vous avez parlé des relations entre le renvoi devant l'Assemblée des États parties,
4 article 87-7, donc, le rapport entre cela et l'ajournement sine die. Est-ce que votre
5 position est la suivante : l'article 87-7 ne... n'est d'utile... n'est utile que s'il
6 s'accompagne d'un ajournement ?

7 M^e GAYNOR (interprétation) : Merci, Monsieur (*phon.*) le Président.

8 Je pense que dans cet environnement et toute la procédure visée dans le document
9 de l'Assemblée des États parties — note en bas de page 57... paragraphe... 77 (*se*
10 *corrige l'interprète*), note en bas de page 77, paragraphe 60 de l'écriture 946 — où
11 l'Assemblée des États parties dispose des procédures formelles et informelles pour
12 ce qui est de la... de l'exécution par l'État, c'est une affaire... Enfin, à mon avis, il... il
13 faudrait que l'affaire puisse continuer à exister pour que les... l'Assemblée des États
14 parties puisse effectivement agir dans cette situation.

15 Et je voudrais dire aussi très brièvement que toute... tout document confidentiel en
16 ce qui concerne la non... le non-respect par le gouvernement du Kenya de ses
17 obligations au titre du Statut, eh bien, devrait être fourni par les juges à l'Assemblée
18 des États parties, de manière à ce qu'ils en... ils aient quand même un... un tableau
19 complet de... des violations effectuées dans cette affaire — chapitre 9.

20 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Nous en sommes arrivés à la fin
21 de la première partie de cette conférence de mise en état. Et comme je vous l'ai
22 indiqué au début de cette conférence de mise en état, nous allons donner la
23 possibilité à tous les conseils de présenter des observations pertinentes et
24 supplémentaires s'ils estiment que cela est nécessaire.

25 Lorsque vous présenterez ces observations, vous devrez... vous devriez résumer vos
26 points de vue respectifs, en prenant en considération le fait qu'il s'agit d'une
27 conférence de mise en état.

28 Nous vous demandons toutefois d'être aussi concis que faire se peut et de ne vous

1 intéresser qu'au fond des questions qui ont fait l'objet de cette conférence de mise en
2 état aujourd'hui.

3 Mais avant, avant de donner la parole à chacun des conseils, Madame la greffière
4 d'audience, je m'adresse à vous et j'aimerais savoir s'il serait possible d'écourter la
5 pause déjeuner.

6 *(Discussion entre les juges sur le siège et le greffier d'audience)*

7 *(Discussion entre les juges sur le siège)*

8 Je... Excusez-moi, pour cette interruption.

9 Alors, nous allons donc amorcer la deuxième partie de cette conférence de mise en
10 état et nous allons donc entendre les présentations des parties et de M. Gaynor.

11 Et, de ce fait, je pense qu'il serait beaucoup plus judicieux de faire la pause
12 maintenant. La greffière d'audience, de toute façon, doit pouvoir avoir 30 minutes
13 pour changer les bandes audio. Ce qui signifie que nous allons faire une pause
14 maintenant et nous reprendrons à 12 h 05. Je pense que nous pourrons terminer cette
15 conférence de mise en état en une heure, si cela convient aux parties et participants.

16 M^e KAY QC (interprétation) : Tout à fait, Madame la Présidente.

17 M. GUMPERT (interprétation) : Oui.

18 M^e GAYNOR (interprétation) : Également.

19 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie. Donc, nous
20 interrompons l'audience et nous nous retrouverons à 12 h 05.

21 *(L'audience est suspendue à 11 h 36)*

22 *(L'audience publique est reprise à 12 h 10)*

23 M^{me} L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

24 Veuillez vous asseoir.

25 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Bonjour à nouveau et
26 bienvenue.

27 Nous allons donc immédiatement passer à la deuxième partie de cette conférence de
28 mise en état.

1 Et j'aimerais maintenant inviter le Procureur... Est-ce que ce sera vous, Madame le
2 Procureur ?

3 Je vous invite donc à présenter des observations générales qui ne doivent pas
4 dépasser un quart d'heure.

5 M^{me} BENSOUDA (interprétation) : Je vous remercie, Madame la Présidente.

6 Je vais commencer et je vous présenterai le début des observations... des dernières
7 observations générales de la part du Procureur et, ensuite, M. Ben Gumpert me
8 succédera.

9 Dans un premier temps, j'aimerais faire... vous... vous présenter deux arguments,
10 l'un étant beaucoup plus long que l'autre.

11 Alors, pour ce qui est de l'argument le plus bref, voilà ce que j'aimerais vous dire : il
12 n'y a pas de voie médiane. Soit, Madame la Présidente, vous refusez un ajournement
13 supplémentaire et, par conséquent, vous demandez au Procureur de retirer ses
14 charges ou alors vous autorisez un ajournement sine die, sous réserve de conditions,
15 et la condition étant que le gouvernement du Kenya respecte tous ses devoirs.

16 Toute autre solution, toute autre voie ne sera absolument pas inefficace (*phon.*), car,
17 comme M. le juge Henderson l'a dit à juste titre, il s'agit de trouver un juste équilibre.
18 Et la balance de la justice doit peser d'un côté ou de l'autre. Les intérêts de l'accusé
19 ne peuvent pas battre en brèche tous les autres. Et parce que nous avons également
20 les droits des victimes et les intérêts de la justice qui sont tous des ingrédients ou
21 composantes importantes et essentielles.

22 Et mon argument le plus long est le suivant, car, à différentes étapes, lors de
23 différentes phases, la Défense avait suggéré que, en fait, il n'y a pas de procès, il n'y a
24 pas d'affaires et que tous les éléments de preuve sur lesquels l'Accusation s'était
25 appuyée s'étaient désintégrés. C'est ce que la Défense a avancé depuis le début. Or,
26 cela est inexact, car il y a un corpus d'éléments de preuve qui impliquent
27 M. Kenyatta. L'Accusation a passé au crible cet ensemble d'éléments de preuve. Et
28 nous avançons, nous estimons que ces éléments de preuve sont suffisants, mais la

1 Chambre peut tout à fait avoir des préoccupations à propos de l'injustice qui
2 consisterait à poursuivre cette affaire, alors qu'il n'y a pas d'éléments de preuve,
3 vous pouvez tout à fait faire abstraction de cet argument.

4 Alors, nous allons donc vous présenter un résumé des éléments de preuve dont nous
5 disposons, et c'est à M. Benjamin Gumpert que reviendra la tâche de le faire
6 en 15 minutes. Et nous allons essayer de nous en tenir à ces 15 minutes.

7 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous... Je vous en prie.

8 M. GUMPERT (interprétation) : Alors, je m'excuse, je vais, peut-être, parler un peu
9 plus rapidement que d'habitude.

10 Le témoin 0152 a indiqué qu'il était présent lors d'une réunion à un hôtel, dans un
11 hôtel, à « laquelle » assistait M. Kenyatta. Lors de ladite réunion, il a dit que
12 M. Kenyatta avait apporté une contribution financière et... aux Mungiki et avait
13 annoncé qu'il donnait son accord pour le PNU. Ce témoin a également dit que, lors
14 d'élections post-électorales, M. Kenyatta s'est adressé à lui par le truchement d'un
15 député et que le message était que M. Kenyatta souhaitait absolument protégé la
16 communauté kikuyu.

17 Le témoin 0428 a reçu des armes et de l'argent d'un ancien député, et ce,
18 quotidiennement pendant la violence. Cette personne nous a dit qu'elle agissait... ou
19 a dit au témoin 0428 qu'elle agissait au nom de M. Kenyatta.

20 Le témoin 0505 a reçu des armes et de l'argent de la part d'un ancien député lors de
21 la violence. Il a dit à ce témoin 0505 qu'il a parlé des attaques avec M. Kenyatta, que
22 l'argent, les fonds venaient de M. Kenyatta et que M. Kenyatta était solidaire avec les
23 Mungiki.

24 Le témoin 0428 ou plutôt le témoin 0528 — je me reprends — a corroboré les propos
25 tenus par le témoin 0428.

26 Le témoin 0510 a reçu des fonds pour organiser la violence...

27 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Excusez-moi, je pense que vous
28 allez un peu trop vite en besogne pour les interprètes.

1 M. GUMPERT (interprétation) : Je disais, donc, qu'il a... que le témoin 0510 a reçu
2 des fonds pour organiser la violence de la part d'un autre député qui... à propos
3 duquel il allègue qu'il a été le coordinateur de la violence à Naivasha.

4 Lors de la réunion... d'une réunion lors d'un... dans un hôtel à Naivasha, il a
5 contribué à raison de 200 000 shillings de ses fonds personnels et 1 million de
6 shillings dont il a dit qu'il venait de Kamwana — « *Kamwana* » qui signifie « jeune
7 homme », c'était le surnom donné à M. Kenyatta. Cet argent a été donné pour
8 financier des armes.

9 Le témoin 0493 a dit qu'un troisième député l'a... l'avait persuadé à... ou avait
10 persuadé les Mungiki à se rallier au combat. Et ensuite, il a appris, par la suite, que
11 ce député agissait au nom de M. Kenyatta.

12 Le témoin 0494 a entendu de la part d'un autre... d'une autre personne, une
13 personnalité importante, qu'il avait reçu une grande somme d'argent de la part de
14 M. Kenyatta au début de la... au début du mois de janvier 2008 et que cet argent a été
15 consacré à la violence.

16 Et le... les témoins 0429 et 0430 ont tous les deux dit qu'ils s'étaient rendus au
17 domicile de M. Kenyatta pour obtenir des fonds pour la violence et que, dans ce
18 domicile, on leur a donné une grande somme d'argent.

19 Nous avons donc un total de neuf témoins qui sont disposés à venir ici et qui
20 présenteront les éléments de preuve que je viens de résumer.

21 Ensuite, nous avons les documents obtenus à la suite des efforts conjoints déployés
22 par l'Accusation et la Défense pour ce qui est des enquêtes téléphoniques.

23 L'Accusation pense que M. Kenyatta a utilisé un numéro de téléphone dont les
24 derniers chiffres étaient « 891 ». Cela a été indiqué par le témoin 0152 et confirmé par
25 des sources... des données de sources ouvertes que l'on... que l'on... auxquelles on
26 peut avoir accès tout à fait librement sur Internet. Et d'autres personnes l'ont dit à...
27 au Bureau du Procureur.

28 Les données téléphoniques dont dispose l'Accusation et la Défense révèlent que cinq

1 membres, que cinq numéros plutôt ont été en contact avec le téléphone de
2 M. Kenyatta en décembre et en janvier 2007 et en 2008.

3 Alors, pour ce qui est des appels passés et des données relatives aux appels passés à
4 partir du téléphone de M. Kenyatta, ces données ont été détruites. Nous n'avons que
5 les données pour ce qui est des appels entrants, mais ces données nous donnent
6 toute... nous permettent de soulever un certain nombre de questions.

7 Vous avez le téléphone qui a été utilisé par le témoin 0012. Alors, nous ne savons pas
8 quel est son statut en tant que témoin disant la vérité, mais il est indubitable que
9 cette personne faisait partie des Mungiki. Et son numéro de téléphone se termine par
10 « 218 ». Il se trouvait — c'est ce qu'il nous a dit — à la fois à Nakuru et à Naivasha
11 lorsque la violence a éclaté. Et ce témoin a bien déclaré que ce téléphone qui se
12 termine par « 218 » était son téléphone.

13 Entre le 4 et le 21 décembre, les données téléphoniques dont disposent à la fois
14 l'Accusation et la Défense nous montrent qu'il y a eu des contacts avec l'ancien
15 témoin 0012 et M. Kenyatta, des contacts téléphoniques, et ce, lors de six occasions.

16 Alors, que... comment se fait-il qu'un ministre du gouvernement et que le futur
17 Président parlait aux Mungiki et, surtout, de quoi lui parlait-il ?

18 Il y a un téléphone qui a été utilisé par l'un des députés auxquels j'ai fait référence
19 précédemment. Ce numéro a eu des contacts avec le numéro de téléphone de
20 M. Kenyatta pas moins que 39 fois pendant les mois de décembre et de janvier. Il y a
21 peut-être eu... Alors, certes, l'on peut s'attendre à ce qu'il y ait des contacts entre un
22 ministre et un député, cela ne surprend personne, mais ce qui est quand même
23 surprenant, c'est que les contacts entre ce député et M. Kenyatta... qu'il y a
24 recrudescence de ces contacts lors des trois jours qui ont précédé la violence à
25 Naivasha, violence au cours de laquelle ce député a indiqué qu'il avait participé.

26 Alors, nous avons un nombre d'appels téléphoniques en janvier, à peu près un tiers,
27 qui s'est passé pendant ces trois jours.

28 Alors, est-ce qu'il s'agit d'un événement fortuit, d'une coïncidence ou est-ce que le

1 député en question recevait des consignes sur ce qu'il devrait faire ?

2 L'Accusation ne connaît pas les réponses à ces questions, mais ce sont des questions
3 qui soulèvent, en quelque sorte, des soupçons, des soupçons qui mettent mal à l'aise.
4 Et la méthode la plus évidente de mener à bien l'enquête à propos de ces soupçons
5 serait que l'Accusation ait accès au téléphone utilisé par M. Kenyatta à ce moment-là.
6 Et c'est ce que l'Accusation n'a pas eu la possibilité de faire du fait de la
7 non-coopération du gouvernement du Kenya.

8 L'Accusation n'accepte pas que le numéro qui se... qui se termine par « 891 » est le
9 seul numéro de téléphone ou le seul téléphone utilisé par M. Kenyatta. En tant
10 qu'homme prospère, ministre du... il est ministre, il a dû avoir accès à de nombreux
11 numéros de téléphone. Nous avons de bonnes raisons de penser que les données
12 téléphoniques sont encore disponibles et permettraient de révéler les liens... des liens
13 de pertinence par rapport aux enquêtes et aux questions posées par l'Accusation.

14 Et il y a des dossiers qui sont disponibles pour le gouvernement du Kenya et qui
15 révéleraient, communiqueraient ces numéros. L'Accusation ne le sait pas. Mais si le
16 gouvernement du Kenya était véritablement et sincèrement eu... intéressé à faire des
17 efforts pour respecter notre demande, elle trouverait ces dossiers, elle les
18 communiquerait, elle s'assurerait que les sociétés téléphoniques mènent à bien des
19 enquêtes appropriées.

20 Comme M^{me} le Procureur l'a dit, l'Accusation a examiné très soigneusement ces
21 éléments de preuve qui aboutissent quand même à un certain sentiment... à un
22 certain soupçon. Alors, bien entendu, et cela bat en brèche et détruit toute suggestion
23 qu'il n'y a pas d'éléments de preuve retenus contre M. Kenyatta.

24 Mais l'Accusation reconnaît tout à fait qu'avoir des soupçons ne suffit pas. Si nous
25 prenons en considération ce que nous avons déjà... déjà fait plusieurs fois, ces
26 éléments de preuve ne sont pas suffisants pour nous indiquer que nous avons de
27 bonnes perspectives de penser que cela va aboutir.

28 Mais s'il n'y a pas de confirmation qui... donnée suivant laquelle le gouvernement du

1 Kenya respecte ses devoirs en application du traité, l'Accusation reconnaît donc
2 qu'elle n'a pas... elle n'aura pas été en mesure de pousser cette affaire. Mais elle vous
3 exhorte à faire en sorte que ces enquêtes puissent être menées à bien par le
4 gouvernement du Kenya pour que vous puissiez conclure que cette affaire devra
5 être non pas retirée mais ajournée.

6 Je vous remercie.

7 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie.

8 Le représentant légal des victimes. Et je vous demande de vous en tenir à
9 vos 15 minutes.

10 M^e GAYNOR (interprétation) : Je vais commencer, Madame le Président, avec le
11 Président Bashir de... du Soudan. Il a le droit d'être jugé sans retard indu. Il contrôle
12 le gouvernement du Soudan. Ce gouvernement ne l'arrêtera pas, parce qu'il a
13 enfreint ses obligations au... au titre du droit international.

14 Alors, est-ce qu'il injuste de conserver les charges contre M. Omar Bashir ?

15 Bon, mais, là, une... certes, mais, en l'occurrence, l'accusé contrôle le gouvernement
16 du Kenya qui détient des éléments de preuve capitaux, des éléments de preuve qui
17 ont une pertinence directe par rapport aux charges relatives à des crimes très graves
18 et des crimes violents. Il le fait en violation de ses obligations conformément à la
19 Constitution du Kenya et ses obligations au titre du droit international.

20 Alors, il n'est pas juste d'ajourner tant que M. Kenyatta n'a pas exécuté ses
21 responsabilités en application de la Constitution du Kenya et de donner l'ordre à son
22 gouvernement de respecter ses obligations internationales et de faire en sorte de
23 respecter les décisions unanimes que vous avez « pris » le 31 mars et le 29 juillet.

24 Non, je ne pense pas que cela soit injuste.

25 Dans l'affaire *Le Procureur c. Woslav Cecel (phon.)*, une décision a été prise
26 le 11 février 2009, qui a été appelée « la décision relative à la motion aux fins
27 d'ajournement présentée par l'Accusation ». Il y avait une opinion dissidente
28 présentée en annexe.

1 Alors, dans... par cette décision, la Chambre de première instance a indiqué qu'elle
2 était parfaitement informée de l'impact d'un ajournement pour... sur... sur les
3 derniers témoins, mais à la majorité, elle a considéré que son devoir était de
4 préserver, coûte que coûte, l'intégrité et l'équité de la procédure qui doit être plus
5 importante que des considérations temporelles au vu des circonstances
6 exceptionnelles de l'affaire.

7 Cette affaire porte sur une... portait sur des intimidations de témoins.

8 Notre affaire porte sur l'obstruction de justice... de la justice. Tout ce que nous avons
9 entendu hier de la part du gouvernement du Kenya, lorsque cela est lu à la lumière
10 de la correspondance entre le gouvernement du Kenya et le Procureur au cours des
11 derniers mois — et compte tenu de la position adoptée par le gouvernement dans
12 l'affaire Ruto — le... à l'Assemblée des États parties, au Conseil de sécurité des
13 Nations Unies ainsi qu'à l'Union africaine ne sont qu'autant de confirmations que le
14 gouvernement du Kenya, de façon constante, adopte une position qui est tout à fait
15 compatible avec les intérêts de l'accusé dans les deux affaires du Kenya et plus
16 particulièrement aux intérêts de M. Kenyatta.

17 Il s'agit... Nous avons eu une longue campagne d'usure dont l'objectif ultime est de
18 faire en sorte que cette affaire se désintègre ou ne voit pas le jour.

19 Si la Chambre de première instance prononce la clôture de cette affaire, elle aura
20 récompensé les auteurs de cette longue campagne ; elle aura ainsi forcé les victimes
21 et non pas l'accusé à faire les frais ou à payer les... le prix ou les frais de cette
22 campagne d'obstruction.

23 Alors, il s'agit d'une affaire unique, et à affaire unique réponse unique, mais de façon
24 plus générale, cette affaire sera autant d'enseignement pour d'autres personnes. Si la
25 Chambre de première instance prononce la clôture de cette affaire, d'aucuns tireront
26 la conclusion qu'un Procureur de la CPI peut voir son travail sapé ou laminé par la
27 combinaison d'intimidations, de subornations et d'obstructions officielles d'accès aux
28 éléments de preuve.

1 Si la Chambre de première instance prononce la clôture de cette affaire, elle
2 récompensera, de façon très généreuse le gouvernement contrôlé par son... par cet
3 accusé qui a refusé de respecter les consignes de la Chambre de première instance,
4 consignes fournies le 31 mars et le 29 juillet 2014 et... pour ses nombreuses violations
5 de la part du chapitre IX « de la » Statut. Alors, certains disent que, quoi qu'il en
6 soit, un prix doit être payé pour le fait que l'Accusation ne dispose pas
7 d'évidence (*phon.*). Mais qui doit payer ce prix, en l'espèce ?

8 Est-ce que cela doit être les victimes dont la quête de la justice a été frustrée
9 cruellement, à la fois au Kenya et devant cette Cour, ou est-ce que la... ou est-ce que
10 cela devrait être l'accusé qui est le protagoniste principal de l'impasse dans laquelle
11 se trouve cette affaire ?

12 Je pense qu'il serait injuste de contraindre les victimes à payer ou à faire les frais du
13 non-respect du gouvernement « de » Kenya par rapport aux consignes données par
14 la Chambre de première instance et de payer pour cette frustration délibérée de cette
15 quête de la justice.

16 Car il y a eu des éléments de preuve qui sont... qui sont nécessaires, qui
17 permettraient de divulguer la vérité. Et cette quête doit être partagée par tout le
18 monde.

19 C'est la raison pour laquelle je vous encourage, si vous ne souhaitez pas prononcer
20 un ajournement sine die, à prononcer un ajournement afin de donner la possibilité à
21 l'Assemblée des États parties d'épuiser ses... tous ses recours afin de voir si elle peut
22 faire en sorte que le gouvernement du Kenya respecte ce qui lui a été demandé. Il y a
23 un... une des facettes particulièrement perturbantes dans cette affaire : il s'agit de
24 l'intimidation des témoins. Lors des réunions que j'ai fréquemment... fréquemment
25 eues avec les victimes, c'est un sujet qui revient très souvent : les victimes veulent
26 savoir ce que la Cour fait à ce sujet étant donné l'impact... l'impact particulièrement
27 et potentiellement dévastateur sur l'administration de la justice. L'Accusation a
28 présenté publiquement des allégations de subornation de témoins importants, en

1 l'espèce, notamment les témoins 0004, 0011 et 0012.

2 Je pense que les victimes ont quand même le droit de savoir qui est à l'origine de la
3 subornation de ces témoins, qui en a été l'instigateur et pour quelles raisons.

4 Je souhaiterais remettre... mettre en exergue l'importance du... des paragraphes 92
5 à 95 du deuxième mémoire préalable au procès de l'Accusation, mémoire qui porte
6 la date du 26 août 2013 pour voir quelles sont les affirmations qui sont énoncées
7 dans ces... énoncées dans ces paragraphes pour qu'ils... pour que ces affirmations
8 soient prises en considération afin de déterminer quel sera le recours idoine.

9 La Défense a beaucoup insisté sur le consentement fourni par l'accusé. J'aimerais
10 attirer votre attention sur l'élément... sur les conditions, en fait, de cet... de ce
11 consentement.

12 Hier, à la page 38 du compte rendu d'audience, la Défense a fait référence à ce
13 « consentement » qui a été fourni pour que soient fournis des relevés bancaires des...
14 des plaques d'immatriculation, des relevés téléphoniques.

15 Alors, prenons cela par ordre : pour ce qui est des relevés bancaires, je dirais, en fait,
16 qu'on nous a fourni la lettre de consentement, hier soir, un peu plus tôt,
17 le 10 septembre et là, nous y trouvons des références qui sont réitérées et je ne pense
18 pas enfreindre la confidentialité de cette lettre ; il s'agit, donc, des banques
19 pertinentes, des dossiers et des relevés bancaires.

20 Mon estimé confrère, M^e Kay QC, a dit qu'il avait fourni ce consentement pour la
21 communication de trois mois de relevés bancaires, paragraphe (*phon.*) 39 du compte
22 rendu d'hier, et je cite : « pertinents à l'affaire contre nous ; il est pertinent que ces
23 éléments de preuve sur lesquels il s'appuie... », et cetera.

24 Alors, lors de la conférence de mise en état du 9 juillet, la Défense avait suggéré que
25 certaines informations n'étaient pas pertinentes dans *l'affaire c. M. Kenyatta* et il a
26 indiqué que cela ne figurait pas dans le mémoire préalable aux clôtures ou dans le
27 DCC — je fais référence à la transcription du 9 juillet 2014, page 7, lignes 13 à 24.

28 Alors, il est évident, lorsque l'on prend en considération votre décision du 29 juillet,

1 que lorsque vous pensez à la pertinence des documents votre... votre... la façon dont
2 vous percevez la pertinence est tout à fait différente de ce que perçoit ou de ce que
3 pense la Défense à propos de la pertinence. Et si on fait abstraction... il faut savoir,
4 en fait, à propos des relevés téléphoniques, qu'il est absolument manifeste, d'après le
5 dépôt présenté hier par la Défense et d'après les... les arguments présentés par
6 l'Accusation hier que Monsieur... que... que... qu'il y a un seul numéro, le Procureur
7 dispose d'un seul numéro, un numéro pour M. Kenyatta. Ce numéro n'a pas été
8 fourni par le gouvernement du Kenya ni par la Défense; il n'y a pas eu
9 d'assentiment de la part de la Défense pour que soient donnés des numéros de
10 téléphone qui sont reliés à M. Kenyatta ou à ses collaborateurs proches. Et que la
11 Défense me corrige si je me trompe.

12 Et puis, la troisième catégorie, qui est peut-être... qui porte peut-être moins à
13 polémique, est la... les immatriculations, les plaques d'immatriculation.

14 Nous avons vu dans le dépôt d'écritures d'hier soir qu'aucun consentement n'a été
15 fourni par la Défense pour que soient communiqués les fichiers, les relevés
16 téléphoniques, les plaques d'immatriculation associés à M. Kenyatta. Il y a, certes, un
17 consentement qui a été donné pour que soient communiqués, les... pendant... pour
18 une période de trois mois, les relevés bancaires, mais seulement les relevés bancaires
19 que la Défense considère pertinents. Je vous invite donc à demander à la Défense
20 pourquoi il y en a qui sont considérés comme pertinents et d'autres non.

21 Pour ce qui est des données relatives aux téléphones mobiles, cela se trouve au cœur
22 de cette affaire.

23 Il serait certainement très utile de savoir exactement ce qu'ont dit les témoins de
24 l'Accusation. Ce qui est bien avec les données cellulaires, des téléphones cellulaires,
25 c'est qu'on ne peut pas les corrompre, on ne peut pas leur payer les pots de vin, mais
26 l'*Attorney general*, hier, a répété à de nombreuses reprises, pages 7, 18 et 46, que,
27 avant 2009, il n'y avait pas obligation de conserver les données.

28 Alors, que les données doivent être conservées ou non au titre de la loi avant 2009, ce

1 n'est pas du tout ce qui nous intéresse. Ce que nous voulons savoir, c'est si ces
2 données existent encore. Or, la Défense, jusqu'à présent, est... s'est confirmée dans les
3 écritures d'hier pour obtenir des... des données cellulaires à partir de 2007 et 2008,
4 confirme bien que ces données existent et peuvent être obtenues, si on a une
5 ordonnance de la Cour suprême du Kenya.

6 Je tiens à réserver la position des victimes quant à la... la... la précision des
7 informations fournies par la Défense (*phon.*), mais je remarque les informations
8 portant sur la rétention des relevés de téléphone mobile en 2007 et 2008 apparaissent
9 à la page 7 de l'annexe F de l'écriture 878 de la Défense en date du 13 janvier 2014 et
10 aussi dans l'annexe D de l'écriture déposée hier.

11 Je tiens quand même à... à bien souligner l'importance de ce type de... données. Si
12 l'accusé veut vraiment blanchir son nom, il aurait pu faire ce qui était en... en sa
13 possibilité pour s'assurer que toutes les... ses données mobiles, à propos de
14 téléphone mobile portant sur la période de référence... de référence et ayant trait... et
15 liés à lui et à ses associés soient divulgués le plus rapidement possible. C'était la
16 chose la plus simple qu'il pouvait faire pour blanchir son nom. Il peut encore le faire
17 d'ailleurs.

18 L'*Attorney general* a parlé de temps qu'il... dont il avait besoin pour obtenir ces
19 informations. Il a dit que c'était 72 heures. Donc, j'espère que ces 72 heures vont
20 commencer le plus rapidement possible.

21 Je suis désolé, parce que j'ai un petit peu réorganisé mes notes, mais je pense que j'ai
22 terminé mon argumentation.

23 Mais je tiens à vous rappeler une fois de plus l'essentiel de mon argumentation :
24 est-il vraiment équitable que ce soient les victimes qui fassent les frais de tout ceci à
25 la... au vu de toutes les souffrances qu'ils ont endurées ? Ils ont perdu leur père, leur
26 mère, leurs frères, leurs sœurs, ils ont été violés à de nombreuses reprises, leurs
27 propriétés ont été incendiées, ils ont perdu leurs moyens de subsistance. Jusqu'à
28 présent, ils n'ont reçu pratiquement aucune indemnité du gouvernement du Kenya.

1 Et en... dans les cours kenyanes, personne ne sera tenu responsable. Alors, ça doit
2 être eux qui doivent payer les frais de cette obstruction de la justice qui... dont
3 M. Kenyatta est l'auteur.
4 Je vous remercie.
5 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie, Maître
6 Gaynor.
7 Maître Kay QC, c'est à vous, mais vous avez 15 minutes.
8 M^e KAY QC (interprétation) : Je vous remercie, Madame le Président.
9 J'ai entendu un grand nombre de choses au cours des dernières 30 minutes, mais cela
10 ne fait que confirmer ma demande qui est que l'on prononce mon client innocent.
11 Voilà.
12 En effet, l'Accusation n'a fait que déformer sa thèse et la qualité même de sa thèse et
13 n'a... et n'a pas... et a... et n'a pas présenté correctement ses arguments. Et nous
14 considérons que, au vu des circonstances, un homme est quand même innocent
15 avant qu'il ne... jusqu'à ce qu'il ne soit prononcé coupable. Et de ce fait, lorsqu'il est
16 accusé, il doit avoir une thèse solide, or... contre lui. Or, les... l'Accusation n'a pas
17 réussi à monter une thèse solide contre l'accusé.
18 Alors, si les... si les éléments de preuve de l'Accusation sont si bons... sont si
19 « bonnes », pourquoi ne vont-ils pas au procès ? Ils ne veulent pas aller au procès
20 parce qu'il y a eu des problèmes essentiels dans toute l'affaire.
21 La personne qui... La personne, par exemple, qui a fourni les témoins qui ont été
22 cités ce matin, il y a son implication aussi dans toute la poursuite. Je ne voudrais pas
23 en parler, je préfère ne pas en parler. Mais il y a aussi la façon dont les éléments de
24 preuve ont été recueillis, la façon dont les éléments de preuve ont été générés par le
25 biais de soi-disant témoins.
26 Tout ceci n'atteint absolument pas la norme requise pour le procès, bien entendu. Et
27 je ne vais pas parler d'autre chose, parce que ce qui est essentiel pour vous, c'est de
28 savoir comment vous comporter pour faire avancer cette affaire.

1 Au vu du gouvernement du Kenya, vous devez au cours des six derniers mois...
2 ont-ils, oui ou non, fourni des éléments de preuve qui pourraient être utilisés par
3 l'Accusation pour faire avancer le procès et la procédure ?

4 Mais ce qui est inquiétant ici, c'est que l'Accusation a tout simplement ignoré la
5 réponse, les réponses très simples qu'on leur a données aux questions qu'ils avaient
6 posées et qui, soi-disant, auraient pu les aider à... à étudier leurs éléments de
7 preuve.

8 On parle maintenant des dossiers, par exemple, des inscriptions... des inscriptions
9 aux registres du commerce. Ici, je fais... je parle de tableau, le... le paragraphe 15 du
10 tableau de l'écriture 943.

11 Eh bien, lorsque l'on voit le registre des inscriptions du commerce, eh bien, il y a une
12 réponse quand même qui a été faite. Les informations que demandait l'Accusation
13 ne pouvaient pas être fournies du fait du système en place au Kenya.

14 Si l'Accusation voulait avoir des informations sur des entreprises, il fallait nommer
15 l'entreprise ou nommer le numéro... ou donner au moins le numéro de l'inscription
16 au registre du commerce.

17 Cela dit, les dossiers d'entreprise au Kenya ont quand même été fouillés par districts,
18 d'ailleurs, qui auraient éventuellement pu être pertinents, et la... le résultat de cette
19 recherche était négatif en ce qui concerne les régions prises en compte, en réponse,
20 bien sûr, à la question de l'Accusation.

21 Donc, nous considérons que la Chambre doit prendre cela en compte, bien sûr, doit
22 prendre en compte la nature même de la réponse, la nature de la demande et les
23 possibilités existantes sur le terrain et les réponses éventuellement... finalement
24 données.

25 Maintenant, les cadastres, les registres du cadastre. Les recherches ont été faites pour
26 ce qui... Non, je me trompe.

27 Non la... c'est dans les cadastres, en fait, qu'il y a eu des recherches qui ont été faites,
28 donc, je me reprends, et c'est au niveau du cadastre qu'on n'a jamais pu trouver quoi

1 que ce soit.

2 Maintenant, pour ce qui est du dossier des entreprises, eh bien... on nous... toute...
3 la... la... la réponse était : « Donnez-nous les détails afin que nous puissions en...
4 vous répondre à votre demande. »

5 Pour ce qui est maintenant du... des déclarations de revenus, tous les dossiers ont
6 été donnés et les données qui ont été données ne peuvent être données que sous
7 cette forme, et nous ne pouvons pas répondre à votre demande.

8 Maintenant, pour ce qui est des dossiers d'immatriculations de véhicules, les... tout
9 ce qui était matériellement possible a été fait. Maintenant, toutes les questions
10 ouvertes, « votre voiture aurait-elle été utilisée afin de... d'utilisation qui aurait pu
11 servir d'éléments de preuve à l'Accusation », eh bien, le bureau des immatriculations
12 n'a jamais pu donner cette information.

13 Maintenant, pour ce qui est des relevés de banque, j'ai fourni trois mois d'éléments
14 pertinents concernant les comptes en banque de l'accusé. Or, et ces éléments de
15 preuve étaient pertinents par rapport au point soulevé par M. Gumpert il y
16 a 10 minutes lorsqu'il disait que certains de ses témoins disaient certaines choses.

17 Eh bien, lorsque l'on regarde ces éléments de preuve bancaires, il n'y a... on ne...
18 on... ça détaille en aucun cas les allégations proférées par ses témoins ou par tout
19 autre témoin, d'ailleurs.

20 Donc... Alors, pourquoi nous demande-t-on d'autres comptes en banque — et je ne
21 les ai pas fournis ? Mais pourquoi ? Afin de comparer, paraît-il, les différents relevés
22 de banque, pour évaluer les éléments de preuve présentés. Je vous avance qu'il
23 s'agit, ici, d'un écran de fumée et de rien d'autre.

24 Les éléments de preuve dont vous disposez, malheureusement, vont à l'encontre des
25 allégations proférées.

26 Et les éléments de preuve présentés ne... n'étaient en aucun cas la thèse de
27 l'Accusation. C'est comme ça.

28 Maintenant, les relevés de devises, de transactions en devises, là aussi, nous avons

1 répondu à la demande et nous avons fourni les données.

2 Les relevés téléphoniques : l'Accusation savait — et je l'ai d'ailleurs démontré dans
3 mon écriture d'hier soir — que depuis fort longtemps, depuis que nous sommes
4 ensemble allés rechercher les données téléphoniques... qu'ils ont bien remarqué que
5 tout le système était un système numérique, uniquement.

6 C'est pour cela qu'il n'y a jamais eu de noms fournis ni par leur enquêteur ni par les
7 conseils, d'ailleurs, par... en ce qui concerne ces réunions qui auraient eu lieu avec...
8 qui auraient eu lieu avec les entreprises de téléphone au Kenya.

9 Donc, nous avons... leur avons donné les meilleurs éléments de preuve disponibles,
10 et je ne vais pas leur donner d'autres numéros de téléphone, d'ailleurs, je l'ai dit très
11 clairement dès le départ, d'ailleurs, et... et j'ai une bonne raison pour cela.

12 Chaque fois que la Défense fournit des éléments et des pièces, l'Accusation, tout d'un
13 coup, passe du coq à l'âne et cherche... cherche autre chose, alors moi, j'ai considéré
14 que notre coopération s'arrête à un certain moment, quand même, en ce qui concerne
15 la mise à disposition des éléments de preuve.

16 Nous avons fourni des éléments et on ne nous en a jamais remerciés pour cela. On ne
17 nous a jamais remerciés pour les données qui montraient bien que leurs témoins
18 n'étaient absolument pas là où ils disaient être, et ça n'a jamais été pris en compte,
19 d'ailleurs, par l'Accusation, à aucun moment que ce soit.

20 Alors, nous avons entrepris un travail considérable depuis 15 mois pour attribuer
21 des téléphones à différents témoins, et ceci nous a permis de prouver qu'ils n'étaient
22 absolument pas à l'endroit où ils se... où ils disaient être, dans leurs déclarations sur
23 lesquelles l'Accusation s'est fondée.

24 Donc, sachez que j'ai délimité clairement les choses, je n'ai plus à donner d'éléments
25 de preuve supplémentaires. Malheureusement, nous n'avons pas vraiment... nous
26 n'avons pas reçu la confiance de l'Accusation ni de la Cour et je ne voudrais pas
27 surtout être provocant lorsque je dis ça, mais lorsque des éléments de preuve nous
28 ont été donnés qui portaient sur l'intégrité même des... de témoins clés, cela a été

1 écarté d'un... d'un revers de main. On ne nous a pas crus, et je... ceci a influencé la
2 façon dont je gère cette affaire pour mon client.

3 Lorsque nous avons révélé, lors de l'audience de confirmation des charges, ce qu'il
4 en était du témoin 0012 et du témoin 0011 qui étaient venus nous voir pour
5 demander de l'argent, nos critiques ont été ignorées, et on a continué à utiliser le
6 témoignage de ces personnes dans... lors de la confirmation des charges. Et la... Et les
7 charges... La confirmation des charges a été obtenue grâce à ces personnes, or ces
8 témoins, depuis, se sont retirés, et ils se sont totalement rétractés depuis.

9 Et lorsque nous avons informé la Chambre, enfin, la Cour, des contradictions totales
10 dans la déclaration du témoin 0004 à propos... à propos de tout ce qu'il nous disait,
11 on ne nous a pas écoutés.

12 Donc, en ce qui me concerne, pour ce qui est de la mise à disposition de... d'éléments
13 de... ou de pièces à la Cour, on nous ignore sans cesse. On a donné trois mois de
14 relevés, eh bien, on ne nous a absolument pas dit si, oui ou non, ils étayaient la thèse
15 de l'Accusation. Or, s'il y avait quoi que ce soit qui permettait à l'Accusation d'étayer
16 sa thèse, eh bien, je pense qu'ils l'auraient fait, quand même.

17 Donc, voici où nous en sommes. Les six mois supplémentaires ont-ils permis de
18 mettre à disposition des éléments de preuve qui répondaient aux besoins de
19 l'Accusation dans... lors de ces enquêtes ? Eh bien, je considère que oui.

20 Donc, comme je l'ai dit, il faut quand même tirer un trait à un moment ou un... en ce
21 qui concerne, donc, cette affaire engagée contre M. Kenyatta. Il a droit à un... à un
22 verdict d'innocence, parce que cette affaire n'est pas fondée, il n'y a pas d'enquête en
23 cours, et donc, cette affaire ne peut absolument pas se poursuivre.

24 Et lorsque je dis qu'il n'y a aucun élément de preuve contre lui, je le dis en toute
25 connaissance de cause : il n'y en a pas, car s'il y en avait, il y aurait un procès.

26 Je vous remercie.

27 M^{me} LA JUGE PRÉSIDENT OZAKI (interprétation) : Je vous remercie, Maître Kay
28 QC.

- 1 Nous en avons maintenant terminé avec cette audience, et donc, nous remercions les
- 2 parties, les participants, M. Kenyatta. Nous remercions tout le monde pour leurs
- 3 contributions.
- 4 Je tiens aussi à remercier les fonctionnaires de la Cour, les sténotypistes, les
- 5 interprètes et toutes les personnes qui nous aident dans nos travaux.
- 6 Cette conférence de mise en état est levée.
- 7 M^{me} L'HUISSIER : Veuillez vous lever.
- 8 (*L'audience est levée à 12 h 49*)